

le monde  
**libertaire**  
Reconnaissement de la Fédération anarchiste  
adhérents de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde **libertaire**

Grande lessive au rayon Code du travail, récurage des banlieues,  
nettoyage général des squats...

## Une rentrée au Karcher



M 02137 - 1406 - F: 2,00 €



ro Pd 520

**2€**

ISSN 0026-9433

« La politique est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde. »

**hebdo n° 1406**

Paul Valéry

du 8 au 14 septembre 2005

# Sommaire

**Avis de tempête ?**, par Fabrice, page 3

**Lucien Léger** libéré, par le Monde libertaire, page 4

**Ça brûle !** et alors ? Sois nègre et tais-toi !, par Jipé, page 5

**L'autruche** est de retour, fraîche et pimpante, par Frédo, page 5

**La Fédération anarchiste** communique, par la FA, page 6

Personne n'en veut des **déchets nucléaires**, par Daniel, page 7

**Les négriers** ne prennent pas de vacances, par le comité de soutien aux salariés en lutte, page 9

**Brèves de combat**, du Benelux à l'Europe... par Hertje, page 10

**Larmes de crocodile** sur l'arme des crocodiles, par Fabien Rondal, page 11

L'anarchisme au **Canada**, par Louis Gaudet, page 12

**Les piqueteras**, des femmes en lutte, page 13

Un classique du syndicalisme révolutionnaire, **Marcel Martinet**, page 15

**Autonomization** : médias libres et bioénergies, page 19

**Paroles d'un insurgé** et à bas la calotte !, par Paco, page 20

**Les VII<sup>es</sup> Rencontres de Liber Terre**, page 21

**René Bianco** est mort, par Marianne Enckell, page 22

**Agenda**, page 23

Perspectives



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

## France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

## Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Rebelote! Une année de plus où nous vous proposerons chaque semaine un regard anarchiste sur l'actualité.

« Contre vents et marées », comme se plaisent à nous dire certains lecteurs, nous essaierons de dénoncer, puisqu'il le faut. Dénoncer ces incendies, dénoncer ce drame intolérable, c'est-à-dire mettre le doigt sur ces marchands de sommeil, sur une société qui permet la spéculation immobilière qui font de nos villes soit des palaces inoccupés soit des mouiroirs surpeuplés. Refuser la prétendue complexité des responsabilités, véritable cache-sexe pour élus embourbés plus que jamais dans un marasme dans lequel il suffit de fouiller peu de temps pour comprendre leur inutilité. Dès qu'il s'agit de s'exprimer et d'agir au nom de l'intérêt public, plus personne. Pauvre République qui voit ses élus se contenter de pleurer devant une caméra le matin du drame au lieu de faire face à leurs devoirs. Nous aimerions croire à ces larmes, mais il en va autrement: aucune larme lorsqu'il s'agit de signer un bail pour un appartement de misère. Que les locataires aillent trimer du matin au soir pour payer le loyer n'émeut personne. Jusqu'à quand allons-nous continuer à nous éreinter pour avoir juste le droit d'exister? Albert Jacquard demandait sur France Inter une mesure révolutionnaire. Grand bien lui fasse, mais nous, nous n'avons pas encore désespéré de construire l'alternative révolutionnaire.

Le *Monde libertaire* est un journal révolutionnaire. Y dénoncer les logiques inhumaines de notre société est une chose, mais nos colonnes sont aussi le lieu pour échafauder ensemble le monde de demain. Le lieu pour titiller nos vieilles idées, pour interroger leurs actualités et au besoin pour en construire de nouvelles. Beaucoup d'encre a été versée l'année dernière autour du thème de la décroissance. C'est qu'il questionne les notions de production et de consommation et donc notre rapport au travail. Réflexions actuelles plus que jamais pertinentes quand notre Premier ministre supprime de son vocabulaire la croissance économique pour ne plus évoquer que la croissance sociale. Glissement de sens démagogique pour mieux nous faire avaler entre autres son contrat de deux ans de précarité? Oui, mais nous ne sommes pas dupes. Maintenant, comme il y a cinquante ans, le *Monde libertaire* se veut toujours un outil pour mettre en commun nos utopies, nous rassembler autour de nos idées, toutes les idées tant qu'elles nous permettent de nous tenir bras dessus, bras dessous contre l'horreur quotidienne, et de poser les premières pierres de l'anarchie ici et aujourd'hui!



**Fabrice**

Groupe La Sociale

DANS UN ARTICLE INTITULÉ « Les mêmes, en pis », paru dans le *Monde libertaire* du 23 juin, je dressais la situation après le référendum du 29 mai, en constatant, comme nous l'avions prévu, « qu'au final le référendum aura surtout servi de tremplin à une énième recombinaison des forces de gauche, de Fabius à Besancenot » et que la « question se pose aujourd'hui, comme hier, exactement dans les mêmes termes: qu'avons nous à opposer à ces brutes et ces truands, sinon la force collective organisée ».

L'été a confirmé en tous points notre analyse: la politique de régression et de répression s'est accélérée par voie d'ordonnances et de décrets, et l'agitation politique, dans la perspective des présidentielles de 2007, a occupé l'essentiel de l'espace médiatique.

Six ordonnances ont été présentées au conseil des ministres du 2 août. Après les retraites en 2003, la Sécurité sociale en 2004, ce sont le Code du travail et les statuts de la fonction publique qui en prennent un sérieux coup.

Il ne suffira pas d'une stèle en l'honneur des deux inspecteurs du travail assassinés, il y a un an par un petit patron, pour nous faire croire le contraire.

Citons, bien évidemment, le « contrat nouvelles embauches » (CNE), opérationnel dès le 4 août et qui concerne (pour l'instant) les entreprises employant jusqu'à vingt salariés. Finie la « cause réelle et sérieuse » pour pouvoir licencier. Le patron n'a plus aucune justification à donner pendant deux ans pour virer le salarié.

Citons aussi la création d'un « chèque emploi service universel » (CESU), fusion du chèque emploi service et du titre emploi service, pour les « très petites entreprises ». Il « permettra de satisfaire aux obligations de déclaration unique d'embauche et de fourniture d'un contrat de travail. Il servira aussi chaque mois de bulletin de salaire ». Tout un programme...

Citons encore l'ordonnance qui exonère les patrons de leur contribution, obligatoire jusque-là, à la formation, à la construction et au logement. Mais tout le monde sait qu'en France il n'y a pas de problème de logement!

Citons également l'ordonnance concernant « l'aménagement des règles de décompte des effectifs dans les entreprises » qui permet, par un joli tour de passe-passe, de faire disparaître les salariés de moins de 26 ans du total pour remettre en cause les seuils de 11 et 50

salariés (délégués du personnel et comité d'entreprise).

Tout aussi grave est la création, dans la fonction publique, du « parcours d'accès aux carrières territoriales, hospitalière et de l'État » (PACTE), avec des contrats d'un à deux ans rémunérés à 55 % du SMIC (si moins de 21 ans) ou 70 % (après 21 ans). Le statut de la Fonction publique, ou ce qu'il en reste, ne va pas en sortir renforcé, c'est le moins que l'on puisse dire.

Parallèlement à ces ordonnances scélérates, le rapport Léonetti pérennise la journée de corvée, le gouvernement privatise et brade les autoroutes, promulgue des décrets remettant en cause l'accès aux soins des sans-papier, expulse à tout va les squatters, met en place, contre vents et marées, la loi Fillion dans l'école, éclatant ce qui reste de statut national et de garanties collectives (exemple du décret sur le remplacement de courte durée qui annualise et flexibilise les enseignants).

Excusez du peu! Et cette liste ne prêtant pas être exhaustive (futur décret, par exemple, sur les secteurs pouvant bénéficier d'une dérogation concernant le travail de nuit des mineurs).

Le Fonds monétaire international (FMI) a d'ailleurs salué, cet été, dans un relevé de conclusions, ce plan d'urgence tout en donnant quelques pistes supplémentaires concernant notamment les pressions accrues sur les chômeurs pour qu'ils acceptent, bon gré mal gré, les petits boulots, les petits salaires, les petits chefs, etc.

Qu'on se rassure cependant, les grandes confédérations syndicales n'ont pas été inactives. Des recours divers et variés ont été déposés au Conseil d'État, au Bureau international du travail, etc. Ouf, on respire!

Plus « sérieusement », il est envisagé, début octobre (les dates du 4 ou du 6 sont avancées), une grande journée de grève et de manifestations de type 10 mars.

Le problème est que l'on sait très bien que ces journées, savamment disséminées dans le temps pour canaliser le populisme, n'ont d'intérêt que si la base, justement, est en capacité d'imposer ses revendications (donc des mandats) et ses modes d'actions (assemblées générales et décision éventuelle de reconduction de la grève).

On en revient donc à la question initiale : comment organiser la force collective pour que ça soit les salariés qui décident.

À la mesure de leurs moyens, les militants anarchistes ont donc, dans les semaines à venir, un boulot certes considérable à faire sur le terrain social, mais autrement plus utile que celui d'autres organisations politiques, occupées à déterminer qui de Hollande, Fabius, Lang, Strauss-Kahn, Buffet, Voynet ou Besancenot sera le meilleur candidat en 2007. F.

## Lucien Léger libre

IL Y A UN AN, jour pour jour, le *Monde libertaire* s'engageait aux côtés de Lucien Léger et ce qu'il lui restait d'amis, dans sa lutte pour la liberté.

Le détenu venait de passer le cap de sa quarantième année de réclusion, dans un silence médiatique, politique et judiciaire à couper au couteau.

Une procédure patiemment élaborée devant la Cour européenne des droits de l'homme, contre l'État français, pour détention abusive et traitement inhumain, et une énième demande de libération conditionnelle déposée en début d'année, finissaient par affoler les représentants de l'État, de la « Justice », et les salles de rédaction. On s'étonnait aussi, sans doute, de voir que l'homme, derrière les barreaux, s'obstinait à rester debout et capable de demander aussi fermement des comptes.

Ceci expliquant peut-être cela, jusqu'au bout rien n'a été épargné à Lucien Léger. Il ne suffisait pas que deux demandes de révision aient été jetées aux orties sans explication complète. Il ne suffisait pas que ses demandes de grâce et de libération conditionnelle aient été refusées pendant plus de vingt-cinq ans sans raison sérieuse. Le 1<sup>er</sup> juillet dernier, alors que le tribunal d'application des peines rendait – pour la première fois! – un jugement favorable à la énième demande de libération conditionnelle de Léger, le Parquet décidait immédiatement et sans crainte du ridicule, de prolonger sa détention en faisant appel de la décision des magistrats.

En bon représentant de l'autorité, le procureur s'époumona à souffler sur les braises d'une improbable récidive. Il faut bien pousser le trouillomètre populaire au maximum, pour justifier toujours plus de geôles et de coups de pied au cul.

L'audience en appel se tint aussi tardivement qu'il était permis, c'est-à-dire deux mois

après le rendu du premier jugement, le 31 août dernier. Pour qui conservait un doute sur la question, la vie d'un homme pèse moins lourd que la location de vacances d'un représentant de la loi.

Mais, ce 31 août 2005, peu après 14 heures, l'acharnement pénal de l'État français contre Lucien Léger était vaincu, et la liberté prononcée, définitivement. Un vent mauvais, venant de quelque ministère d'injustice, a pourtant continué de balayer le terrain. Lucien Léger sera soumis aux conditions de sa libération (suivi psychologique, interdiction de séjour en région parisienne) pendant la durée maximale, c'est-à-dire dix ans. Lui qui n'a jamais montré que des marques de solidarité et de soutien à son entourage, particulièrement vis-à-vis des plus fragiles et des plus démunis... Lui qui n'a jamais cessé de se cultiver et d'apprendre, par tous les moyens possibles, notamment la philosophie qui est restée pour lui comme une boussole dans cette vallée de souffrances, à l'ombre des hauts murs...

Cela importe. Mais il y a cette date, enfin visible, presque palpable : le 3 octobre prochain, Lucien Léger sera libre. Un petit mois d'attente (sorti on ne sait trop comment du chapeau des magistrats, mais passons), durant lequel Lucien pourra dire au revoir à ses compagnons, empaqueter ses nombreux livres, et jeter sur le centre de Bapaume un dernier regard. Sans regret.

Quant à nous, anarchistes, nous t'attendons les bras ouverts, pour partager avec toi le verre et le pain de l'amitié. Cher Lucien, « Bakounine-vitamine » et ses compagnons d'écriture que tu as tant aimés lire, dans ta cellule, sous le portrait de l'ami Léo, te suivront hors les murs de béton armé. Dehors, la lutte pour la liberté continue.

«Le Monde libertaire»



# Sois nègre et tais-toi !



LES ÉTATS OCCIDENTAUX sont des monstres jamais repus, et il n'est pas étonnant, il est même très naturel que les populations les plus défavorisées, enfin celles que les États en question ont copieusement participé au pillage, viennent pour en profiter un peu. Juste un peu. Pas grand-chose. Un travail, des patates, un toit. Le pauvre est en définitive assez peu regardant. De toute façon, il a pas les moyens. Mais même ce pas grand-chose lui est refusé. Alors on passe devant sans regarder, et quand la situation est devenue un peu trop scandaleuse que même le bon vieux catholique resté jusqu'à présent calfeutré prudemment dans son presbytère est obligé de mouiller le maillot, il faut bien que ça bouge un peu jusqu'à la prochaine fois.

Il ne s'agit plus cette fois-ci des populations faméliques du 20 heures dont la seule ressource à des milliers de kilomètres du George V est le fruit de notre bon vouloir dans le fond d'une cuvette sale. Ça se passe chez nous, dans la ville qui a claqué des millions d'euros pour se vautrer aux jeux Olympiques. Et c'est non seulement spectaculaire : c'est criminel. Le logement n'est pas qu'un droit mais une nécessité vitale. L'épuration par le feu (l'expression est d'Act-Up) a jeté à la rue des douzaines d'invidus et de familles dont le seul tort était d'habiter des taudis connus de tous. Négligence, spéculation forcenée, j'm'en-foutisme, administration, indifférence sont les responsables de ces dizaines de morts brûlés vifs, chassés d'Afrique par la misère entretenue, programmée et planifiée. Cette fois encore, le pouvoir a tenté de faire l'amalgame obscène entre les sans-papiers et les gentils travailleurs, un peu prolifique certes mais surtout en situation régulière. Mais au fond peu importe. Ce sont pour eux d'abord et avant tout des nègres. Alors Sarkozy réprime. Lui, le roitelet de Neuilly-sur-Seine où n'existe aucun logement social (théoriquement il paye pour ça!). Sarkozy donc, dont la seule lecture du nom m'oblige à me laver les yeux a choisi la répression. Bah ! c'est tout ce qu'il sait faire ! Les squats, les taudis, les bidonvilles à étages humides, lépreux, infestés de peinture au plomb générant le saturnisme, installation électrique surréaliste et chiottes sur le palier n'existent que par une des plus cruelles des nécessités humaines mais aussi par la volonté des spéculateurs. Les détruire comme veut faire le pouvoir, c'est non seulement inutile, et l'inutilité du pouvoir on est rodé, c'est simplement criminel. À l'heure où sont écrites ces lignes, la manifestation de samedi n'a pas encore eu lieu. Pas de spéculation sur son importance. Nous y étions, et pas seulement pour se donner la bonne conscience des adhérents du Parti socialiste ou de SOS-Racisme qui retourneront à leurs barbecues le soir même. C'est pour montrer qu'au-delà des plus basiques solidarités, nous ne sommes pas dupes du contrôle social que l'État et son administration ne peuvent mettre efficacement en place tant que cette situation qu'ils ont créée et dont ils ont besoin continuera d'exister. Alors...

Aujourd'hui, on jette à la rue cette légion des damnés de la terre, c'est criminaliser la pauvreté, c'est organiser le prochain incendie. Et si seulement il pouvait se propager au château.

Jipé

## Quand l'autruche éternue...

### Ta gueule

« Moi, je ne suis pas pour les grandes manifestations, je suis pour les bonnes élections. » Hollande.

Mais où donc monsieur le premier secrétaire a-t-il pêché qu'il puisse y avoir quelque chose qui ressemble à de « bonnes élections » ? Dans l'almanach Vermot de 1981 ? Quant aux « grandes manifestations », l'honnêteté commande, monsieur, d'éviter de parler de ce que l'on ne connaît pas.

### Rions un peu avec le Medef

« Le Premier ministre est habité par le sentiment de l'urgence. » Laurence Parisot.

Changement de style au Medef : quand Seillière s'adressait à ce « pauvre monsieur Raffarin », c'était par une saillie, un mot vache ou une invective. Parisot, elle, préfère semble-t-il la contrepèterie.

### Rions un peu avec les tueurs

« Je ne démissionnerai pas. J'ai un travail à terminer. » Ian Blair, chef de Scotland Yard.

À l'heure où nous mettons sous presse, il restera effective-ment une douzaine de Brésiliens en liberté dans Londres, qu'il est urgent d'abattre.

### Rions un peu avec Chirac

« Il nous faut rendre nécessaires les logements suffisants. » Jacques Chirac.

Ou bien c'était le contraire, je sais plus, j'écoutais pas. De toute façon j'ai rien compris. Vous le comprenez, vous, Chirac ? Ah, d'accord, ça me rassure. Je commençais à me demander si c'était lui ou moi qui était devenu sourdine.

### Rions un peu avec dieu

« C'est seulement de dieu que vient la véritable révolution. » Benoît XVI.

Après on s'étonnera qu'elle tarde tant, la révolution ! C'est normal, c'est de la triche, si c'est dieu qui décide... Autant dire que le grand soir, c'est pas pour demain matin.

### Rions un peu avec Alternative libertaire

Dans le n° 1404 du Monde Libertaire, Robert-du-bistrot faisait rien que dire du mal des jeunes cadres d'Alternative Libertaire.

Réponse de Maurice, du bistrot, qui n'a pas encore siroté son blanc casse et qui observe son pote Robert totalement déchiré dans le bistrot d'en face :

« Cela fait de la peine de voir son pote se mettre dès le matin dans un état pareil. Faut que l'aminche soit bien esquinaté pour avoir cru que le 30 mai au matin il pourrait se servir de sa marmite et de son couteau. Faut vous dire que le Robert quand il a un coup dans l'aile, il se laisse aller et parle sans retenue de sa marmite et de son couteau. Pour les ceusses qui le connaissent, on sait qu'il ne fait peur à personne et qu'il se blesserait s'il utilisait son couteau rouillé ! La grève ça se prépare, et certainement pas au bistrot ! Alors arrête de boire Robert et la Sociale, on la prépare ensemble ! »

Maurice, plus très jeune, pas jeune cadre, mais militant d'Alternative libertaire.

Frédo Ladrissé

(sources : France Inter, Libération, le Monde).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume



**Non à la spéculation  
et à l'exclusion meurtrière !  
À propos des incendies meurtriers à Paris**

**LE VENDREDI 26 AOÛT 2005**, dix-sept personnes (dont quatorze enfants) périrent brûlées dans l'incendie de leur immeuble d'habitation. Plusieurs familles touchées par ce drame avaient reçu une promesse de relogement rapide, ils attendent depuis quatorze ans que l'État honore ses promesses.

Le mardi 30 août 2005, encore un immeuble qui flambe à Paris et encore des morts. C'est sur ce dernier drame que l'État français par la voix de son ministre de l'Intérieur s'appuie pour vouloir éradiquer tous les squats dangereux de la capitale. Nous le savons d'avance, ce désir tout neuf de protéger les citoyens vivants dans des squats dangereux s'accompagnera d'une politique répressive dans des lieux qui ne sont pas dangereux. La Fédération anarchiste appelle à la vigilance.

Y a-t-il un désir profond d'humain de vivre de squat en squat, cette nécessité correspond à un manque de logement pour les plus démunis. Comme nous l'avons indiqué dans notre communiqué du 27 août 2005.

La ville ne veut plus de pauvres, l'État et les politiciens ne veulent plus de pauvres

dans les centres-villes. Les propos des uns et des autres se renvoyant la responsabilité de ses incendies ne règlera pas le problème de logements de tous les citoyens qu'ils soient au RMI, au RMA, au SMIC. On ne vit pas avec des revenus comme cela, on survit. On ne se loge pas non plus dans des conditions décentes en région parisienne et dans les grandes villes.

Ces drames illustrent une nouvelle fois le manque de logements sociaux à Paris et le mépris pour les populations immigrées. Toute une population souffre de la spéculation immobilière qui règne dans la capitale et dans les grandes villes françaises en général. Cette spéculation a pour effet de chasser les bas et moyens revenus en périphérie des grandes métropoles afin de rendre les grands centres urbains propres et vendables.

Cela a pour conséquences que des familles à revenus modestes « s'entassent » dans des logements inadaptés pour eux tant au niveau du confort que de la surface vitale nécessaire à chaque être humain. Cette politique d'exclusion envers les classes laborieuses est planifiée.

L'État s'appuie sur ces souffrances pour imposer ses stratégies d'exploitation envers les plus démunis d'entre nous. Anarchistes, nous nous devons de dénoncer ces politiques absurdes et inhumaines.

**Communiqué de la Fédération  
anarchiste en soutien  
aux faucheurs d'OGM inculpés**

**LE SAMEDI 27 AOÛT 2005**, à Nonette (Puy-de-Dôme), plusieurs centaines de personnes ont collectivement mené une action d'arrachage d'OGM en direction de champs de maïs. Au cours de l'action, quinze personnes ont été interpellées. Elles ont été traduites en comparution immédiate, et les peines maximales ont été requises: 5 ans de prison et 75000 euros d'amende.

Faute d'avoir pu préparer leur défense, ces adeptes de la désobéissance civique passeront en procès le vendredi 16 septembre à Clermont-Ferrand. Pour sa part, la Fédération anarchiste (France, Belgique) assure les inculpés de son soutien, tant sur l'action réalisée que face à la répression. Comme dans le cas des quatorze postiers du centre de tri de Bordeaux qui subissent une répression sévère dans le cadre d'une action syndicale, nous constatons que l'État français utilise la répression pour tenter de bâillonner la résistance aux expérimentations sur les cultures. L'État, qui est le garant de la protection de l'ordre social inégalitaire et d'une économie capitaliste prédatrice de nature, doit rencontrer la solidarité et l'entraide face à ses actions visant à nous faire taire. Nous ne pouvons nous taire ni devant cette recrudescence de plantations qui vise à modifier notre alimentation par des transformations génétiques ni devant les répressions que l'État français met en place pour laisser le champ libre aux multinationales. Nous demandons la relaxe pure et simple des « quinze de Nonette » et l'arrêt de l'importation, de la culture et de la transformation des produits OGM.

Paris le 31 août 2005

**Fédération anarchiste  
Secrétariat aux relations extérieures**

La Fédération anarchiste qui lutte pour une société harmonieuse dénonce avec fermeté cette politique du logement mise en place par l'État français.

La Fédération anarchiste qui lutte pour une société sans classe dénonce avec la même fermeté cette exclusion planifiée des classes défavorisées des centres villes. Elle adresse un grand salut fraternel aux familles touchées par ces deux drames.

Paris le 30 août 2005

**Fédération anarchiste  
Secrétariat aux relations extérieures**

# Déchets nucléaires

## Ni à Bure ni ailleurs

**Daniel**

# Le

**LE 24 SEPTEMBRE** sera l'occasion pour les opposants du stockage des déchets radioactifs à Bure, de réaffirmer leur refus, en manifestant à Bar-le-Duc. Mais quelles sont les raisons de cette opposition ? Sur quoi se fonde-t-elle ?

Toute activité industrielle génère des déchets gazeux, liquides ou solides. Jusqu'en 1969, l'industrie nucléaire française se débarrait des siens en les larguant à la mer ; c'était le « principe de la dilution dans l'environnement ». Aujourd'hui, les activités liées au nucléaire en France génèrent 20 000 mètres cube de déchets, chaque année, qui nécessitent du stockage. Il s'agit de déchets provenant du secteur médical, industriel et nucléaire civil ou militaire.

Pour classer ces déchets, des catégories ont été créées. Il y a d'abord les déchets à très faible activité, qui étaient traités par les exploitants des centrales qui les stockaient sur place, et qui, parfois, les éliminaient sans précautions. Il y a ainsi eu des exemples où des métaux radioactifs étaient refondus et remis en circulation. De même, impossible de savoir combien de gaz sont ou ont été relâchés dans l'atmosphère ! On dirait aujourd'hui que la traçabilité, donc le contrôle, n'existait pas. Mais surtout que les autorités n'étaient pas regardantes.

Les déchets de classe A, de faible activité, représentent 90 % des déchets atomiques. Ces déchets ont une radioactivité qui est considérée comme négligeable au bout de 300 ans (!). Il s'agit par exemple de gants, combinaisons, outils, etc. ayant été manipulés par les travailleurs de la filière.

Enfin, il y a dix pour cent de déchets qui sont les plus dangereux : les classes B et C, à haute activité ou à vie longue. Certains d'entre eux deviendront inoffensifs dans quelques

milliers d'années. Le plutonium, par exemple, issu du cours des réacteurs des centrales.

### Que deviennent les déchets ?

Les éléments irradiés perdent leur radioactivité avec le temps, cela peut aller de quelques secondes à des milliers d'années (plutonium). Les déchets liquides ou gazeux sont réduits (filtrage, évaporation, etc.) et une portion est donc rejetée dans la nature.

Les déchets de classe A sont confinés dans des blocs de béton et mis en fûts, en attendant que leur radioactivité décroisse. On compacte dans un fût quinze pour cents de matériaux dangereux, le reste est de l'enrobage. Il en est stocké quelques 527 214 mètres cube sur le seul site saturé de La Hague, dans la Manche.

Les déchets de classe B et C sont d'abord refroidis dans des piscines d'eau, puisque impossibles à manipuler en raison de leur chaleur. Puis ils sont eux aussi stockés en attendant que leur nocivité baisse. Une petite partie du plutonium est réutilisé pour produire un nouveau combustible, le Mox. Ce combustible que les autorités vantent comme un moyen de « recycler » du plutonium, génère à son tour une matière hautement dangereuse et toxique, qui ne règle évidemment pas le problème du plutonium stocké par tonnes à travers le monde. Il ne s'agit donc pas d'un recyclage.

Ce trop rapide exposé ne serait pas complet si on ne soulignait pas que les militaires génèrent aussi d'autres déchets. Ces déchets proviennent du renouvellement de certains composants des bombes (tritium), du démantèlement d'une partie de l'arsenal ou des manipulations diverses nécessaires à la fabrication d'armes ou de sous-marins atomiques.

LE NUCLEAIRE EST DANGEREUX!

AH MAIS  
NON ENFIN...



Daniel milite au groupe Gard-Vaucluse

## Quels dangers ?

Le stockage de ces déchets se réalise dans divers lieux en France, sites de production ou sites de stockage, selon leur classification : La Hague dans la Manche, Cadarache dans les Bouches-du-Rhône, Marcoule dans le Gard, Soullaine-Dhuys dans l'Aube, etc. Les déchets civils sont sous gestion de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). Les déchets militaires sont gérés par le CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Les opérations de démantèlement des centrales en arrêt vont augmenter le volume des matières dangereuses de façon spectaculaire : il suffit de penser aux milliers de tonnes de métaux et de béton qui ont servi à construire les centrales, par exemple.

L'afflux croissant, la durée du stockage et la saturation des sites d'accueil obligent l'ANDRA à trouver un nouveau site. Le lieu pressenti est Bure, à la limite de la Meuse et de la Haute-Marne. Une décision parlementaire aura lieu en 2006.

Les déchets sont la conséquence d'une industrie dont le caractère polluant est inédit dans l'histoire, par la longévité de leur nocivité autant que par son incidence sur le vivant. Leur entreposage pose des problèmes : leur transport, par route et par train (ou par mer pour les déchets américains, par exemple), ne nous met pas à l'abri d'un accident possible, par définition imprévisible. Ces transports se faisant sans que les populations et les élus des communes traversées ne soient avertis, comment prévenir les conséquences d'un accident grave qui toucherait la population ?

Le caractère sanitaire doit aussi être pris en compte : comment croire qu'il n'y a pas de disséminations radioactives lors des centaines de manipulations quotidiennes ? Est-

on sûr qu'elle sont sans incidences sur l'environnement ?

Comment envisager sereinement que des déchets radioactifs resteront sous surveillance constante, sans défaillances humaines ou institutionnelles, durant plusieurs générations ? Peut-on sérieusement être certain que des changements climatiques ou des catastrophes naturelles à venir n'auront pas d'impact sur les sites, aujourd'hui réputés stables, accueillant ce poison ?

Enfin, dès le début de son exploitation, cette filière génère des déchets dont on nous assure que, plus tard, on trouverait un procédé pour les neutraliser. Aujourd'hui, pas plus qu'hier, les apprentis alchimistes n'ont de solutions alors qu'ils continuent à produire.

Toutes ces questions sont sérieuses. Les partisans du nucléaire qualifient d'alarmistes leurs opposants. Les raisons d'être inquiets sont pourtant fondées. Cette activité a déjà fait la preuve de son opacité, a un caractère « secret défense », et reste sous contrôle de l'État, des militaires, de la puissante Areva<sup>2</sup>, et appuyée par toute une cohorte d'affairistes et de scientifiques apprentis sorciers. Le mensonge a été avéré à plusieurs reprises, même lorsqu'il y avait homicide ou mise en danger d'autrui.<sup>3</sup>

Les « erreurs » passées de gestion des déchets sont maintenant connues, des aberrations dues notamment à des connaissances incomplètes ou des croyances scientistes ont eu lieu. Comment ne pas comprendre les inquiétudes des habitants de la région de Bure ?

## Que faire des déchets ?

La question de l'enfouissement est technique. Les antinucléaires considèrent généralement qu'enfouir les déchets est une erreur technologique. Le stockage en surface serait plus sûr. Disons qu'au-delà de cette question, le problème reste entier. Pourquoi produit-on ces déchets ? Pour servir quelles fins et quels intérêts ? La filière nucléaire et ses déchets nocifs à très long terme est-elle humainement et écologiquement acceptable ? La meilleure façon de ne pas fabriquer de déchets est de remettre en cause la filière qui les génère, tant dans le civil que dans le militaire. L'intervention inefficace de Dominique Voynet au ministère de l'Environnement du gouvernement Jospin a bien montré que la revendication institutionnelle et politique consistant à voter pour les Verts afin de contrôler le devenir du nucléaire est vain. C'est un rapport de force sur le terrain et dans l'opinion qu'il faut construire.

Du point de vue tactique, il est certain que le stockage des déchets sur les sites de production est la bonne réponse immédiate. Cela évite les transports, la dissémination, l'épar-

pillement. Et surtout, cela saturerait assez vite les sites de production, ce qui poserait les bonnes questions aux exploitants des centrales. Il est donc cohérent de soutenir les luttes et les initiatives des opposants de Bure et d'ailleurs. À terme, il faut remettre en cause la société nucléaire pour ne plus avoir de déchets à stocker.

## S'opposer pourquoi ?

Il est certain que le rejet en France de la toute-puissance nucléaire n'est pas à la hauteur des enjeux posés. Sans négliger les outils existants et les réseaux actifs, le clivage entre le mouvement antinucléaire et l'essentiel des organisations syndicales, ou l'opposition franche entre antinucléaires et salariés d'EDF, sans parler des incompréhensions entre opposants à des projets spéculatifs de champs d'éoliennes et les anti-nucléaires qui y sont favorables, sont autant d'obstacles au renforcement et à l'élargissement des mobilisations.

Les anarchistes ont déserté cette lutte, laissant le mouvement prendre une orientation réformiste, presque corporatiste parfois et surtout sans succès sérieux contre l'adversité. Comment le lui reprocher si nous ne sommes pas capables de nous réinvestir ? La première urgence est donc de construire un mouvement antinucléaire aux mots d'ordre autogestionnaires et anticapitalistes. La convergence des libertaires contre le nucléaire civil et militaire, constituée à l'occasion des manifestations nationales de 2003 et janvier 2004 à Paris, avaient été des réussites.

Il faut travailler à faciliter des convergences entre antinucléaires, travailleurs de l'énergie, et usagers, et accepter parfois de s'associer avec d'autres composantes non libertaires. Mais nous devons être capables de formuler des perspectives crédibles s'appuyant sur une critique sociale de la croissance capitaliste (dévoreuse d'énergies) et sur un projet libertaire intégrant aussi les questions énergétiques et écologiques. D.



1. Il y en a eu : cf. le livre de Bruno Barrillot, *Le Complexe nucléaire*, éd. CRDPC, 2005, p. 65. Aujourd'hui existe des doses de rejets gazeux ou liquides pratiquées par les exploitants des installations.

2. Areva est une puissante société française, au chiffre d'affaire de 9,4 milliards d'euros en 2004, qui tentera bientôt la cotation en Bourse. Son activité, c'est le nucléaire, et elle est très bien implantée aux États-Unis, par exemple.

3. Les exemples avérés des essais nucléaires d'Algérie et de Moruroa, par exemple.

Sur la mobilisation du 24 septembre de Bar-le-Duc (Meuse), consulter le site des opposants au projet : [www.burestop.org](http://www.burestop.org) ou téléphoner au 03 25 04 91 41.

# Accor & Arcade

## Les négriers du mois d'août



**VENDREDI 19 AOÛT**, le collectif de solidarité avec Faty a décoré la devanture de l'immeuble abritant le siège d'une boîte de négriers licenciers, distribué des tracts et discuté avec les passants. La soirée devait comme d'habitude se prolonger joyeusement autour d'une nappe garnie dans un hôtel du groupe.

Nous arrivons donc gaiement au Novotel de la porte d'Asnières (34, avenue de la Porte-d'Asnières, retenez bien cette adresse: il faudra y revenir), nous étalons notre nappe dorée sans oublier de réclamer un sêau à glace pour notre blanquette de Limoux, nous y déposons les victuailles, et, tandis que les uns conversent avec le réceptionniste et demandent à rencontrer le directeur, d'autres décrochent de nos affiches les abords de l'hôtel. Rien que de très habituel, en somme... Première surprise: la police se présente en un temps record.

L'attitude est des plus autoritaires et bientôt empreinte de la brutalité typique des interventions policières en banlieue. Dehors, d'autres képis ont miné d'arracher nos affiches (ce qu'ils finiront par faire triomphalement) sous prétexte que nous n'avons pas d'autorisation de manifester: mais notre pique-nique se fait à l'intérieur de l'hôtel, en quoi y a-t-il trouble à l'ordre public? Nos affiches sont là pour informer les clients et les passants de ce qui se passe dans l'hôtel et pour prévenir les forces « de l'ordre » qu'un conflit du travail est en cours, que personne, donc, n'est en train de mettre à sac l'hôtel.

Le directeur de l'hôtel se propose, lui, de résoudre la question « entre hommes » en nous donnant une lecture de « L'esprit Accor », la prose maison affichée derrière sa réception, pour lui rappeler qu'il est censé vendre du sourire... il veut à tout prix nous jeter dehors.

Tandis que les pique-niqueurs restés dehors protéger les affiches sont empêchés de rejoindre leurs camarades dans le hall par des flics en veine de conversation, l'un nous sert même un discours antipatronal digne

d'Arlette. À l'intérieur la pression augmente. Aux menaces d'embarquement musclé si nous ne déguerpiissons pas s'ajoutent de nouvelles formes d'intimidation. La tension est à son comble, on commence à nous pousser; nous remballons donc nos affaires, prenant tout de même le temps de nettoyer les miettes et de jeter nos gobelets, et nous sortons.

Nous avons quand même eu le temps d'apprendre de la bouche du directeur qu'un plan anti-pique-niqueurs a été mis au point par les dirigeants d'Accor pour nous empêcher de rentrer dans le plus gros hôtel du coin. Et, par la même occasion, que son hôtel (franchisé) recourt à la sous-traitance du nettoyage. Le bougre prétend d'ailleurs que « ses » femmes de ménage sont satisfaites de leurs conditions de travail: vu ses méthodes musclées, on les voit mal, en effet, se plaindre de leurs petits ou gros problèmes.

En reprenant la route, nous nous disons que nous avions surestimé l'intelligence des dirigeants d'Accor: s'ils pensent pouvoir se débarrasser de nous en utilisant les bons services des flics, ils n'ont vraiment rien compris. Car, maintenant que nous avons été poussés hors de l'hôtel, nous allons en visiter un autre.

La note que nous attribuons à cet hôtel pour son accueil est, on s'en doute, des plus mauvaises. Le directeur aurait besoin d'une sérieuse remise à niveau, vu son incapacité à garder son sang-froid dans une situation somme toute assez prévisible (nos visites hebdomadaires durent depuis un an et demi).

Ayant rejoint un peu plus tard l'hôtel Mercure de la rue de la Sorbonne, nous voilà reçus exceptionnellement gentiment par un

réceptionniste qui comprend tout de suite ce qu'il convient de faire: il appelle son directeur en lui expliquant nos raisons. La suite de la soirée se déroule alors sans accrocs: clients rares mais gentils, amusés et intrigués; passants solidaires. Ce qui nous permet d'apprécier à sa juste valeur le rhum de Cuba apporté par Théophile et le gâteau cuisiné par Marguerite. Cet hôtel (franchisé) recourt lui aussi à la sous-traitance – ce soir, notre enquête a doublement progressé. Ce soir-là, nous avons recueilli une info inédite: les directeurs des hôtels portant l'enseigne Accor ont été informés que trois groupes différents ayant des raisons d'en vouloir à cette multinationale opéraient dans les hôtels, dont l'un avec une grande agressivité. Étant donné notre sens développé de la politesse, nous ne nous sommes pas sentis visés. Mais nous nous sommes quand même posé la question suivante: si Accor sous-traite le nettoyage en recourant à des boîtes de négriers, ne sommes-nous pas légitimés à sous-traiter nous aussi l'agressivité, en laissant à des spécialistes la tâche d'organiser des activités plus hard? Et en gardant pour nous celle d'afficher le sourire?

### Dates à retenir

Mercredi 7 septembre, à 10 heures, Faty passera devant les prud'hommes de Paris, 27 rue Louis-Blanc. Si vous pouvez, essayez d'être présents.

Vendredi 16 septembre à 19 heures, meeting de solidarité avec les lycéens inculpés, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, métro République.

**Comité de soutien aux salariés en lutte d'Arcade, Quick, McDo, Frog, FNAC, Disney, Virgin, Pizza Hut, etc.**

Contact: fatysolidarite@hotmail.com

Pour tout contact: CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris (en précisant bien le nom du comité).

# Brèves de combat



## L'heure d'Arcelor

**FIN JUILLET**, la région wallonne a vendu 25 % de ses parts dans le groupe sidérurgique Arcelor. Résultat : un apport de 90 millions d'euros. Une seconde vente de 25 autres % est prévue. La discrétion qui a entouré l'opération financière – par respect « des procédures applicables en la matière pour les sociétés cotées », selon les termes du ministre wallon de l'Économie, Jean-Claude Marcourt (PS) – cette discrétion n'exuse en rien l'absence de concertation avec les syndicats. La décision unilatérale de vendre est pour le moins surprenante dans un secteur violemment touché par les restructurations. Trop tard pour faire marche arrière... Marcourt a annoncé que la manne providentielle serait injectée dans le « redéploiement économique de la Wallonie », le fameux plan Marshall. Il est inacceptable que ces moyens financiers servent à alimenter de vagues structures étatiques, quand Charleroi et Liège ont concrètement besoin de nouveaux projets industriels. La position d'Antonio Di Santo, président des métallos de la FGTB Hainaut-Namur, est claire : « Nous n'accepterons pas que les 90 millions soient investis dans de petits projets pour faire plaisir à tel ou tel ami politique ». Le bassin liégeois, affecté par la fin de la phase à chaud d'Arcelor avec un des deux hauts-fourneaux déjà fermé, doit notamment bénéficier du produit de la vente. C'est une simple question de justice sociale : ce sont les travailleurs qui ont produit la richesse d'Arcelor. Mais il faut voir large, éviter les querelles de bassins : la relance économique n'a rien de sociale si elle se fait aux dépens d'autres travailleurs. Une des clefs réside (bien sûr) dans le dialogue permanent entre syndicats, y compris au niveau international. Enfin, si les maigres 3 % d'actions de la région wallonne n'ont pas permis de bloquer les décisions d'Arcelor, ils ont suffi à repousser à 2009 la fin totale du « chaud » liégeois. Vendre l'entièreté des parts wallonnes serait très dangereux. Le contrôle public est indispensable. Et le choix de vendre et de réinvestir n'appartient qu'aux travailleurs.

Hertje

**SAIN POUR SAIN** militaire... à c'qui paraît, solidarité et responsabilité sont les deux mamelles du système de soins, et la rigueur budgétaire est son soutien-gorge. Le vilain qui voudrait consulter sans être passé par son médecin traitant doit donc acquitter une majoration. Mais la République sait reconnaître les mérites et l'article 2-9° de l'arrêté du ministre de la Santé du 28 juillet 2005 souligne que « le montant de la majoration est nul lorsqu'un militaire consulte sur prescription d'un médecin du service de santé des armées ». Et voilà ! Un exemple de plus de l'omniprésence de l'exception militaire dans tous les rouages du rabâché « contrat social ». Moralité : pour la gratuité des soins, toutes et tous conscrits !

**L'EUROPE** de la répression a survécu au 29 mai, n'en déplaise à la « nouvelle gôche », et la France sait y donner le la. Les chemins de fer néerlandais (NS) vont en effet créer, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005, des équipes d'agents de sécurité dans les trains au départ ou à destination d'une cinquantaine de gares, pour prévenir d'éventuelles agressions consécutives à l'instauration d'un nouveau régime d'amendes à 35 euros, et pour réduire le nombre de « fraudeurs » de 6 000 à 4 000 par jour (dixit la direction). Voici bien l'aveu que c'est la répression qui engendre la violence et non l'inverse.

**LES SALARIES** de l'orfèvrerie Barenthal (Moselle), avant que d'être foutus dehors, ont été fortement conviés à signer une manière de protocole, selon lequel ils renonçaient à toute déclaration ou démarche risquant de nuire à l'entreprise. En échange de leur silence, une prime de 11 000 euros. Une « disposition illégale », selon le sous-préfet. Réponse de Gilles David, directeur de Barenthal : « L'opinion du représentant de l'État n'a aucune importance, car il s'agit d'un document privé. » Privé de quoi ? On vous laisse deviner.

**LE 29 JUILLET** dernier paraissait au Journal officiel deux décrets réformant les lois d'assistance et l'aide médicale de l'État (AME), aide destinée aux personnes vivant en France, exclues de la couverture maladie universelle et dont les ressources sont inférieures à 576 euros par mois. Avec ces deux décrets, le gouvernement met fin au principe qui permettait jusqu'à présent aux sans-papiers d'accéder à l'AME, et leur impose désormais de présenter une liste de pièces justificatives d'identité ou de résidence. Pour justifier d'une présence d'au moins trois mois sur le territoire national, un sans-papier doit donc maintenant présenter ses papiers... Or, jusqu'à présent, l'AME constituait pour nombre d'entre eux l'unique preuve de cette présence. Quand le serpent se mord la queue...

# L'arme de crocodiles & co.

**Soixante ans après les explosions de Hiroshima et de Nagasaki, l'Iran est soupçonné de préparer sa bombe. Retour sur la question.**

AU MOIS DE MAI DERNIER a eu lieu à New York la conférence de révision du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), traité qui doit empêcher le développement et la diffusion des armes nucléaires. Les États disposant de ce type d'arme, États-Unis en tête, ont tout fait pour éviter que leur obligation de désarmement soit placée à l'ordre du jour. La plupart des pays accordent une grande importance à l'obligation de désarmement nucléaire, mais les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN voulaient avant tout placer le danger de la prolifération à l'ordre du jour. Ainsi, la conférence s'est embourbée dans les intérêts nationaux contradictoires et n'a pas engendré le moindre résultat positif.

Dans le cadre du TNP, en application depuis 1970, les États possédant l'arme nucléaire se sont engagés à travailler au désarmement. En échange, les autres États ont accepté de ne pas développer d'armes nucléaires. Pourtant, jusqu'à présent, aucun des États nucléaires ne s'est engagé sérieusement sur la voie du désarmement. Les États-Unis travaillent même au développement d'une nouvelle génération d'armes nucléaires. Au lieu du désarmement, l'actualité nous montre des menaces d'interventions militaires pour conserver le monopole nucléaire, ce qui pousse différents États non détenteurs de l'arme nucléaire à envisager de s'en doter à leur tour, ou en tout cas à affirmer haut et fort qu'ils sont capables de se la procurer.

Comme l'a dit Mohammed El Baradei, secrétaire général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique : « Nous arrivons à un moment décisif. Soit nous nous engageons activement à travailler au désarmement nucléaire, soit nous nous résignons au fait que d'autres pays parviennent à un nouvel équilibre beaucoup plus dangereux par le biais de la prolifération. » Malheureusement, le sommet des ministres de la Défense de l'OTAN du 9 juin dernier a à nouveau confirmé la doctrine nucléaire de l'Alliance atlantique, responsable des armes nucléaires américaines présentes sur

le sol européen, notamment en Belgique. La présence de ces armes en Europe est un obstacle à la poursuite du désarmement et nuit à la crédibilité d'une politique de non-prolifération. La Russie est prête à discuter de la réduction de son arsenal d'armes nucléaires tactiques, mais uniquement à condition que tous les États nucléaires gardent leurs armes sur leur propre territoire, une référence claire à l'arsenal nucléaire américain en Europe. En outre, les plaidoyers européens en faveur de la non-prolifération, assortis des menaces américaines, manquent de crédibilité tant que des pays européens abritent des armes nucléaires. De nombreux pays considèrent ces armes non seulement comme une violation du TNP, mais également comme une menace réelle étant

donné que la doctrine militaire américaine permet l'utilisation d'armes nucléaires contre des États non nucléaires.

Alors que le club des pays détenteurs de l'arme nucléaire menace de s'élargir encore, les mouvements et campagnes d'action contre cette arme sont à la recherche de stratégies alternatives, avec un objectif clair : augmenter la pression sur les gouvernements afin qu'ils abordent enfin sérieusement la question du retrait d'Europe des armes nucléaires américaines, premier pas indispensable vers le désarmement et condition indispensable à un maintien du régime de non-prolifération.

**Fabien Rondal**  
Bomspotting



# Nouveaux Arguments

**L'influence de l'anarchisme dans les récentes vagues de mobilisation sociale au Québec ne fait aucun doute. Au cœur des luttes pour la justice sociale résonnent de nouveaux arguments pour la liberté, l'autonomie, la démocratie directe et l'égalité. Portrait d'une initiative qui met l'épaule à la roue en créant des espaces propices au développement d'une culture intellectuelle publique libertaire: l'Institut d'études anarchistes (IAS).**



« L'idée est de travailler à la création d'un forum pour échanger des idées qui ne sont pas soutenues par les milieux traditionnels, d'autant plus que le contexte politique nord-américain laisse de moins en moins de place pour une critique radicale des structures de domination qui organisent notre monde » affirme d'emblée Andréa Schmidt, militante basée à Montréal et membre du conseil d'administration du IAS. Fondé en 1996, l'Institut, a depuis mis sur pied un programme de bourses de recherches, une revue de débats et d'analyses théoriques et parraine l'événement *Renewing the Anarchist Tradition* qui se déroule à chaque automne au Vermont, États-Unis. Alors que la poignée de militants et de militantes ayant lancé cette initiative se questionnait, au départ, sur la pertinence du développement de la théorie anarchiste, les débats suivent aujourd'hui leur cours, à savoir comment l'anarchisme peut éviter les pièges de l'abstraction et contribuer aux luttes de nos mouvements.

Au cœur de la réalisation de la mission du IAS se trouve le cycle bisannuel d'octroi de bourses de recherches. On a voulu créer un programme de bourse, bien que modeste, afin d'accorder un soutien aux chercheurs, militants et traducteurs qui œuvrent pour le développement et la publication de critiques antiautoritaires des structures sociales dominantes. Depuis sa création, l'Institut a financé plus de cinquante projets en provenance d'Allemagne, Afrique du Sud, Argentine, Canada, Chili, Irlande, Nigeria et bien sûr des États-Unis. À titre d'exemple, le IAS vient de financer un projet de recherche sur les analyses politiques libertaires de Ba Jin, une figure centrale de la littérature chinoise du <sup>xx</sup>e siècle, et une anthologie sur l'influence politique de l'anarchisme sur la résistance des communautés de couleur. Malgré que les documents d'application doivent être soumis en anglais, les projets peuvent se réaliser dans une autre langue.

Le programme de bourses devrait prendre une nouvelle tournure dès le prochain concours (date limite: 15 décembre 2005) avec une emphase spéciale sur des projets prenant la forme d'articles et d'essais. Selon Andrea Schmidt, « cette modification au programme de bourse du IAS devrait rejoindre plus de gens et permettre d'élargir les débats à des

thèmes importants qui se doivent d'être explorés à partir d'un point de vue antiautoritaire dans un avenir rapproché ».

La nouvelle formule du programme de bourses devrait également comprendre la publication des articles dans *Perspectives on Anarchist Theory*, la revue du IAS. De bulletin qu'il était à la fondation de l'Institut, *Perspectives* a peu à peu élargi son format pour incorporer articles et analyses. On perçoit clairement dans les pages de la revue le désir d'engager les diverses tendances regroupées sous l'étiquette anarchiste dans de nouveaux débats et questionnements susceptibles de surpasser les divergences de point de vue qui se sont installées au fil des ans. *Perspectives* a récemment pris un nouvel essor avec l'incorporation d'une section dédiée aux recensions de livres, autrefois publiées par la revue *The New Formulation*.

C'est également dans cette perspective d'élargissement des débats que le IAS parraine l'organisation de la conférence *Renewing the Anarchist Tradition* qui se déroule à Plainfield, au Vermont, et qui en sera à sa cinquième édition les 23, 24 et 25 septembre 2005. Encore cette année, la conférence devrait permettre à plus de deux cents chercheurs, étudiants et militants d'explorer mutuellement le sens donné à la tradition anarchiste et développer sa réactualisation. Alors que l'anarchisme tend de plus en plus à s'imposer comme objet d'étude dans le milieu de la recherche académique, cette conférence permet plutôt les échanges directs au sujet de nouvelles analyses théoriques et de conjoncture susceptibles d'enrichir le militantisme et les théories libertaires.

En ces moments de transformations globales, l'anarchisme se développe à la fois comme un cadre d'analyse pluriel et dynamique. L'Institut d'études anarchistes souhaite œuvrer pour la transmission de cet héritage tout en explorant et débattant les contradictions qui en émanent. Il en va de l'acuité des critiques des formes d'oppression contemporaines mais surtout de l'articulation avec ces fameuses transformations radicales, dressant les bases d'une société libre, mises de l'avant dans les luttes sociales.

Louis Gaudet

<http://www.anarchist-studies.org>

# Conscience de genre dans les organisations piqueteras

Quand tu te tais, tu te vois plus jolie

**En Argentine, elles ont été les premières à couper les routes quand leurs compagnons se sont retrouvés sans travail, mais elles ont été rendues invisibles. Elles ont lutté pour de la nourriture, pour la santé et pour la dignité, comme elles le faisaient quotidiennement dans leur foyer. Et avec de la lutte, de l'organisation et de la camaraderie, entre femmes, elles ont commencé à remettre en cause la place qu'elles occupent : à la maison, dans les organisations et dans le monde.**

« **IL Y A DES COMPAGNES** qui le racontent à l'assemblée: je n'ai pas pu aller au "piquete" (barage de route) parce que mon mari m'a battue, parce qu'il m'a enfermée. Beaucoup ont réussi à faire venir leur compagnon, et maintenant ils y sont tous les deux. Pour cela, le thème des femmes nous a bien aidées, parce que tu as vu que c'est nous, les femmes, qui sommes sorties les premières. Pour de la nourriture, pour des postes de travail, pour la santé, etc., et cela a généré des situations très difficiles. Jusqu'à des morts. Il y a eu des maris qui n'ont pas toléré que leur femme aille à une réunion, à un "piquete". Cela s'est passé. Je ne dis pas qu'aujourd'hui cela n'a plus lieu. »

Gladys Roldan raconte cela d'une traite, mais ensuite elle se tait tandis que le maté se refroidit entre ses mains. Au premier étage du refuge pour femmes battues que l'organisation de chômeuses et de chômeurs, le Courant classiste et combatif (CCC)<sup>1</sup>, a ouvert début 2004 dans le quartier de La Juanita à Laferrere (banlieue de Buenos Aires), quelques rayons de soleil entrent par la fenêtre.

Sortir des quatre murs de sa cuisine, arrêter de servir le mari et les enfants, se libérer de cette sensation que « la vie s'écoule comme la crasse dans la machine à laver » que décrit une vieille chanson féministe mexicaine. Dans les organisations piqueteras, 70 % sont des femmes, depuis le début, bien que toujours on ait parlé des « piqueteros » et des « chômeurs ». En désobéissant aux ordres conjugués, elles ont dit stop. Et lors de cette étape, non seulement elles sont passées du statut de femmes au foyer à celui de travailleuses sans emploi, mais elles ont commencé à remettre

en cause la place des femmes dans leur propre famille, dans l'organisation et dans le monde. Graciela Cortes avait 40 ans lorsqu'elle y est allée pour la première fois, et ce n'était qu'à seulement quelques centaines de mètres de sa maison, quand elle accepta d'enseigner la couture à d'autres femmes au chômage.

« Cela m'a valu des problèmes à la maison. Malgré le fait que je faisais toujours le ménage, que je m'occupais des enfants; je faisais tout, j'avais quand même des problèmes. J'ai décidé de sortir. D'abord, la politique ne m'intéressait pas, mais quand j'ai commencé à m'absenter, je me suis rendu compte que la politique était maintenant à l'intérieur de moi. Mon mari me disait de ne pas y aller mais je lui faisais comprendre: seule, je ne vais rien obtenir, il faut être une multitude. »

## Serviettes hygiéniques et eau de Javel

Dans les organisations piqueteras, ce sont les femmes qui s'occupent des comedores (cantines populaires). De même que les bourses aux vêtements et les premiers soins. Elles sont majoritaires dans les formations, dans les ateliers productifs. Et beaucoup ont sous leur responsabilité l'administration des plans sociaux<sup>2</sup>; quelques-unes, en plus, se sont jointes aux tâches de sécurité (service d'ordre dans les manifestations ou piquetes). Cependant, récemment, presque une décennie après la première révolte<sup>3</sup>, les petitorios (revendications matérielles exigées du pouvoir) comportent, avec le lait et le sucre, un élément exclusivement féminin: les serviettes hygiéniques. « Sais-tu combien de femmes sont revenues aux pièces de tissu comme au temps





de nos grands-mères? », interroge Maria Laura Blanco, de la Coordination d'unité de quartier (CUBa)<sup>4</sup> de La Matanza<sup>5</sup>. Lors d'un achat, que choisir? eau de Javel ou préservatifs? « Parce que dans les salles de soins de la banlieue de Buenos Aires, il n'y a pas de préservatifs. »

Dans le vaste salon de la CUBa, dans le quartier de Almagro de Buenos Aires, où se réunit la Commission de femmes de l'assemblée nationale des travailleurs (ANT)<sup>6</sup>, Maria del Carmen Martinez, du Pôle ouvrier<sup>7</sup>, précise: « L'ANT a dans son programme<sup>8</sup> la légalisation de l'avortement et les droits des groupes GLTTTB (gays, lesbiennes, travestis, transsexuels, transgenres, bisexuels). Pour les travailleuses avec ou sans emploi, avoir le droit à l'avortement légal implique une égalité, au niveau de la santé, avec les femmes de la classe moyenne et haute qui peuvent se payer des avortements sans le risque d'en mourir ou de se retrouver en prison. » Maria Laura ajoute: « L'avortement "artisanal" est la méthode contraceptive la plus habituelle dans les quartiers. »



### Violences masculines

À La Matanza, la CUBa a commencé à travailler sur les situations de violence parce que ce thème, omniprésent, demeurait silencieux: « Le type par ici gagne cinq pesos (1,50 euro) avec son chariot et parce qu'il apporte l'argent, il croit qu'il a le droit de taper sa femme », dit Laura. « Il y a des choses qui donnent beaucoup d'impuissance. Alors, nous nous sommes réunies à prendre le maté, dans des ateliers d'éducation populaire, en faisant des jeux, des conversations entre femmes, intimes et sentimentales, transformatrices. » Ce fut dans ces discussions, au début coordonnées par la sociologue Graciela Di Marco, que le Mouvement Teresa Rodriguez (MTR)<sup>9</sup> a commencé à aborder le thème des violences conjugales. « Cela a été très productif parce qu'ici beaucoup de femmes ont pu raconter qu'elles sont violées par leur propre mari. Elles ont pu raconter plein de choses qu'elles n'auraient pas pu sortir d'une autre manière », dit Susy Paz, référente du quartier de Ezpeleta.

« Le personnel est politique. » La phrase fait acte pour les femmes et les hommes, quand l'ensemble de l'organisation défend une camarade, et cela arrive. Une fois que la femme décide de raconter ce qu'elle est en train de vivre, ce qui est peu fréquent, la première chose est de parler avec l'homme violent. En général, plusieurs femmes le font ensemble. Il lui est expliqué la souffrance de son épouse, l'existence de groupes pour les hommes violents, et elles insistent pour qu'il se fasse suivre. L'objectif: lui faire savoir que ses coups ne sont plus silencieux. S'il continue, l'avertissement est plus énergique. Et, si cela ne suffit pas, un groupe l'expulse de la maison. En général, il s'agit d'hommes éloignés de l'organisation.

« Beaucoup d'hommes ici pensent que le travail sur la violence est un problème privé.



Quelques-uns nous soutiennent. Cela a été très dur pour les femmes de nous rejoindre. Dans le mouvement de chômeurs, celui qui boit ou vole est sanctionné, mais celui qui bat sa femme, non. Nous en sommes là. »

« Ce que le MTD nous apporte à nous, la majorité des femmes, c'est la participation, le fait d'avoir la parole, même s'il faut parvenir à ce que les camarades t'écoutent. »

### Lutter, dans la rue ou à la maison

« Femmes, si tes idées ont évolué / de toi on va dire des petites choses très méchantes / alors quand tu te tais / tu te vois plus jolie (Cuando callas te ves mas hermosa) », dit une chanson. En sortant sur la route, le corps découvre de nouveaux savoirs. Participer à des organisations qui cherchent à changer le monde amène à réviser sa propre vie. Et cela, c'est une révolution. Le changement émerge aussi dans le couple quand il n'y a pas de coups et que les deux militent. De leur côté, les femmes signalent: « Ce n'est pas parce que nous militons tous les deux que nous nous entendons. »

Extrait d'un article de Eva Amorin paru en mars 2005 dans le numéro 13 de *Proyectos 19/20*, traduit par Fab (santelmo@no-log.org).

1. CCC: organisation de chômeurs et de chômeuses liée au Parti communiste révolutionnaire (d'inspiration maoïste). Très hiérarchisée et centralisée.

2. Planes trabajar o « jefes y jefas »: contrats de 20 heures par semaine payés 150 pesos (50 euros) par mois utilisés par les collectivités publiques. Ils furent obtenus grâce à la lutte des piqueteros. Les mouvements piqueteros ont également obtenu la gestion directe de ces plans, les bénéficiaires travaillent donc au service des mouvements, ce qui d'ailleurs pose quelques problèmes de « clientélisme » surtout dans les mouvements des partis d'extrême gauche.

3. Voir Raul Zibechi, « Le piquet: identité et forme de lutte » dans *Argentine, généalogie de la révolte* (Éditions CNT-RP).

4. CUBa: organisation piquetera du Parti révolutionnaire de libération (d'inspiration guévariste).

5. La Matanza est le quartier le plus grand, le plus peuplé et le plus pauvre de la banlieue de Buenos Aires.

6. ANT: espace intégré surtout par les organisations piqueteras des partis d'extrême gauche dans lequel sont décidés des plans d'action au niveau national. Absence totale de démocratie interne.

7. PO: organisation de chômeurs du Parti ouvrier (trotskiste).

8. Ça ne mange pas de pain! Aucun mouvement de lutte n'est favorisé à la base par ces organisations. Il faut simplement voter pour eux.

9. MTR: Mouvement indépendant mais hiérarchisé. Porte le nom d'une chômeuse assassinée par la police lors d'un piquete dans la province de

# Relire Marcel Martinet (1)

## Un classique du syndicalisme révolutionnaire

**Charles Jacquier**



**C**ONTRAIREMENT à l'après-Mai 68, où fleurissent études et rééditions sur le syndicalisme révolutionnaire<sup>2</sup>, la période qui s'ouvre après les grèves de novembre-décembre 1995 ne manifeste pas un réel intérêt pour cette expérience fondamentale dans la formation et l'identité du syndicalisme français alors que, paradoxalement, elle voit reflourir nombre de ses méthodes (action directe, boycottage, sabotage) ainsi que le spectre de son grand thème mobilisateur, la grève générale.

À l'occasion de la réédition de *Culture prolétarienne* (Agone, 2004) un des classiques de ce courant, nous voudrions nous attarder sur cette exception, en rappelant quel a été l'itinéraire de Marcel Martinet, l'origine de son intérêt pour cette question et la conception qu'il en avait. D'abord, afin de réparer le tort fait à un écrivain qui paya son engagement d'un injuste oubli de son œuvre littéraire, alors que des auteurs médiocres bénéficient régulièrement des largesses de l'État et de l'Université pour de laborieuses redécouvertes sans lendemain. C'est en effet l'un des rares intellectuels qui ait manifesté une fidélité sans faille au syndicalisme révolutionnaire. Ensuite, afin de remettre à jour sa conception d'une culture autonome des dominés, inséparable d'un réel projet d'émancipation.

### Marcel Martinet, un intellectuel au service de la classe ouvrière

Né le 22 août 1887 à Dijon dans une famille aux convictions républicaines, Marcel Martinet entra au lycée Louis-le-Grand en 1905 et fut reçu au concours de l'École normale supérieure en 1907. Renonçant à passer l'agrégation pour se consacrer à la littérature, il obtient un poste de rédacteur à l'hôtel de ville de Paris. Il commence à écrire de la poésie, tout en s'interrogeant sur la place de l'art dans la société. Il collabore à la revue *l'Effort* (devenue *l'Effort libre*) de Jean-Richard Bloch et lit le biennuel syndicaliste révolutionnaire *la Vie ouvrière*. Martinet n'est encore qu'un sympathisant du syndicalisme. C'est la déclaration de guerre et le ralliement du mouvement ouvrier

à l'Union sacrée qui va le jeter dans la mêlée alors que tous, ou presque, se sont résignés à l'irréparable. Pour comprendre l'ampleur du traumatisme subi par ces militants, il faut rappeler que les nuages s'amoncellent depuis une dizaine d'années et que le mouvement ouvrier, se revendiquant d'une culture pacifiste et révolutionnaire, prétend s'y opposer jusqu'au dernier moment.

L'entrée en guerre et les ralliements massifs à l'Union sacrée laissent désemparée une poignée de militants internationalistes parmi lesquels Pierre Monatte et Alphonse Merheim formulent « l'initiale protestation du monde prolétaire français contre la guerre ».<sup>3</sup> Exempté de service militaire pour raison de santé, Martinet reste à Paris et entreprend une correspondance avec Romain Rolland dès octobre 1914, ce dernier résidant alors en Suisse. Il y publie *Au-dessus de la mêlée*, premier signe tangible d'une résistance à la marée chauvine dans les milieux intellectuels – un flot quasiment unanime qui mêlait un nationalisme revanchard à un racialisme pseudo-scientifique. Pour s'y opposer, quelques militants, dont Martinet, se retrouvent au local de *la Vie ouvrière*, à l'angle du quai de Jemmapes à Paris. Raymond Lefebvre en a donné une description forte et fidèle: « On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale; à dresser, d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli; à entrevoir avec une clairvoyance inutile la longueur d'une lutte d'usure où seule serait vaincue la civilisation. Un orgueil sombre nous restait. L'orgueil de la fidélité à la foi, l'orgueil de résister au déferlement de la sottise, sous laquelle, Romain Rolland seul excepté, les fronts les plus puissants s'étaient vautrés. »<sup>4</sup> Martinet participe également aux réunions de la Société d'études documentaires et critiques sur les origines de la guerre et au Comité pour la reprise des relations internationale créé après la conférence de Zimmerwald, en septembre 1915. Il collabore à *L'École de la fédération*, nouveau nom de *L'École émancipée*, l'organe de la fédération



Marcel Martinet et Pottecher du théâtre populaire vosgien.



des syndicats d'instituteurs à partir de l'été 1916. En décembre, il est inquiété par le ministère de l'Intérieur et menacé de perdre son emploi suite à sa rédaction d'une « pétition sur les buts de guerre de la France ». L'année suivante, son recueil de poèmes, *les Temps maudits*, paraît en Suisse grâce à Henri Guilbeaux et Romain Rolland, qui considère qu'il s'agit de « l'œuvre la plus poignante de la guerre ».<sup>5</sup>

En avril 1918, il crée un hebdomadaire, la *Plèbe*, dont il rappelle les buts dans *Culture prolétarienne*. Il participe au Comité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et à l'équipe qui relance la *Vie ouvrière* en avril 1919. En 1921, il est appelé par Amédée Dunois à l'*Humanité* pour prendre la direction de la page littéraire du quotidien où il déploie une intense activité. Il lance aussi une revue, les *Cahiers du travail*, qui publiera la première traduction des *Lettres de la prison* de Rosa Luxemburg — des cahiers inspirés par les *Cahiers de la quinzaine* de Péguy, mais au service du prolétariat. Surmené, miné par les querelles qui divisent le mouvement ouvrier et par les luttes au sein du Parti communiste, mais aussi par des épreuves personnelles, il tombe gravement malade du diabète en 1923. Son état nécessite des soins constants, et les années suivantes sont marquées par de longs séjours en clinique et l'obligation de réduire ses activités. Après avoir repris son emploi à l'hôtel de ville, il entre aux éditions Rieder comme lecteur en 1929 grâce à Jean-Richard Bloch. Il en sera le directeur littéraire jusqu'en 1934. Dès 1925, il fait partie du noyau de militants qui, autour de Pierre Monatte, publient la revue syndicaliste *la Révolution prolétarienne* après leur départ du PC, à contre-courant des vents dominants.<sup>6</sup> En 1933, il dénonce les exactions du colonialisme français en Indochine.<sup>7</sup> Il prend la défense de Victor Serge, persécuté en URSS, dont le sort mobilise les courants de la gauche française qui refusent le stalinisme.<sup>8</sup> Protestant avec énergie au moment des procès de Moscou, contre ses amis Jean-Richard Bloch et Romain Rolland qui resteront silencieux devant la terreur en URSS<sup>9</sup>, il s'interroge : « Les révolutionnaires de profession, il paraît que cette race existe, ne feront pas mal de se demander ce que peut devenir la cause qu'ils croient continuer à servir, quand ils la servent avec des mains sales. »

<sup>10</sup> Au lendemain du 6 février 1934, il est l'un des premiers signataires de l'« Appel à la lutte pour l'unité d'action contre la menace fasciste », initiative qui se prolonge dans le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.<sup>11</sup> Le 25 février 1939, il donne une conférence au Centre confédéral d'éducation ouvrière de la CGT sur la possibilité d'une culture prolétarienne.<sup>12</sup> Ces dernières années sont assombries par la progression de son mal, la marche vers la guerre et le déclenchement d'un second conflit mondial. Il n'en continue pas moins à écrire un dernier roman, *le Solitaire*, dont le héros se suicide lors de la déclaration de guerre. Marcel Martinet s'éteint le 18 février 1944.

## Aux origines d'une démarche

Marcel Martinet fait partie des jeunes intellectuels qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, veulent rompre avec une époque qui n'a « pour horizons qu'un dreyfusisme dégradé d'une part, un nationalisme exacerbé d'autre part ».<sup>13</sup> À la suite de l'affaire Dreyfus de nombreux socialistes se rallient à la République, indispensable selon eux à l'avènement du socialisme, tandis que d'autres se refusent à pactiser avec un régime qui résout la question sociale en envoyant l'armée contre les grévistes. Ainsi Georges Sorel, lui-même ancien dreyfusard, considère que « le dreyfusisme n'avait été rien d'autre que le masque utilisé par une bourgeoisie éclairée désireuse d'accéder à la direction de l'État ».<sup>14</sup> Afin de sortir d'une impasse entre une vraie droite revancharde et nationaliste et une fausse gauche compromise dans la défense de l'ordre social, ces jeunes intellectuels souhaitent « régénérer une société occidentale entrée en décadence » et mettent leurs espoirs dans le développement du mouvement ouvrier, mêlant avant-garde politique et avant-garde artistique.<sup>15</sup> Ainsi l'*Effort libre* se veut le pendant intellectuel de la revue syndicaliste *la Vie ouvrière*. Martinet présente ainsi les raisons morales d'une adhésion au syndicalisme révolutionnaire : « Ce que les uns et les autres [anarchistes et socialistes] apportaient de propre, de viril, de fécond, est passé dans le syndicalisme ouvrier. [...] Dès le début aussi, en 1909, je me suis abonné à une petite revue à couverture grise bien présentée et surtout bien faite, *la Vie Ouvrière*. [...] Par son sérieux, sa probité, sa force, son amplitude, son intelligence ouvrière et humaine, la petite revue a été une œuvre extraordinaire et que rien, de loin, n'a égalée dans le mouvement ouvrier français. [...] Dans son isolement, avec ses ressources infimes, sa frêle armature, son faible équipage, cette petite corvette avait infiniment plus de sens, d'allant et de vigueur réelle que les cuirassés richement pourvus et soutenus par les organisations officielles ou officieuses qui, elles-mêmes, semblaient si puissantes, dirigées par tant de brillants esprits, et qui se prétendaient si sûres de mener à la victoire les troupes de plus en plus considérables qui les suivaient. »<sup>16</sup>

Au tournant du siècle, se déroulent des expériences nouvelles d'éducation. En réponse à l'école officielle soumise à l'autorité de l'État et reproduisant les inégalités sociales, le mouvement ouvrier apporte son soutien à deux systèmes éducatifs : les Bourses du travail et les Universités populaires.<sup>17</sup> Ces dernières, nées avec l'affaire Dreyfus dans le sillage de la bourgeoisie libérale, souhaitaient « aller au peuple » pour lui apporter l'enseignement qu'il n'avait pas pu recevoir, dans un contexte où la république était menacée par la réaction cléricale et militaire. Entre 1899 et 1908, 230 universités populaires voient le jour en France, avec un public de plus de 50 000 auditeurs en 1901-1902. Après 1902, l'expérience s'étirole avec

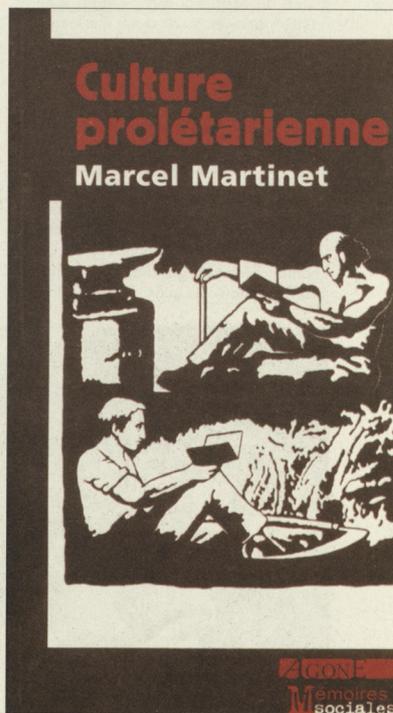
la fin des passions soulevées par l'affaire Dreyfus et une inadéquation entre les thématiques des intellectuels et leur public. Martinet, témoin de cet échec, écrit les articles qui composent *Culture prolétarienne* en réaction aux défauts, puis aux dérives qui marquèrent leur brève existence. À l'inverse de l'esprit de réconciliation des classes qui avait présidé à la naissance des universités populaires, les Bourses du travail veulent faire du savoir une arme pour les ouvriers en créant des écoles syndicales. Mais avec l'apparition du syndicalisme enseignant et la guerre de 1914 qui marqua le coup d'arrêt des Bourses du travail, le mouvement ouvrier confiera désormais au syndicalisme enseignant le soin de réformer l'école officielle, abandonnant l'idée d'un contre-pouvoir autonome dans le domaine éducatif.

Albert Thierry (1881-1915), aujourd'hui oublié, joue un rôle de premier plan dans les questions illustrées par le débat entre les universités populaires et les Bourses du travail et ses écrits vont exercer une influence déterminante sur les idées de Marcel Martinet.<sup>18</sup> Fils d'un ouvrier maçon, il enseigna notamment à l'école normale de Versailles. Son patriotisme le poussa à rejoindre le front où il fut tué au printemps 1915. Anarchiste durant son adolescence, il évolua vers le syndicalisme révolutionnaire grâce à Pierre Monatte – malgré des réticences sur l'antipatriotisme, le néo-malthusianisme, le sabotage. Proche des conceptions du syndicalisme constructif d'Alphonse Merrheim, Thierry n'était pas un militant syndicaliste, mais ses écrits ont eu une influence capitale sur ses amis, notamment chez les pionniers du syndicalisme enseignant. Il a développé une pédagogie et une éthique syndicalistes, qui se résume dans le « refus de parvenir », qui n'est « ni refuser d'agir ni refuser de vivre », mais « refuser de vivre et d'agir aux fins de soi ». Admirateur de Fernand Pelloutier, lecteur de Proudhon et de Georges Sorel, Albert Thierry estimait que le syndicalisme devait conduire à « une rénovation de la société par la rénovation de l'homme ». Sa personnalité incarne « l'idéal du militant dans sa pureté et dans son entier désintéressement ». Ses articles ont été rassemblés dans *Réflexions sur l'éducation* (1923), que Martinet préfaça. Repris dans *Culture prolétarienne*, ce texte raconte comment il fut amené à s'intéresser à la Vie ouvrière: « Errant alors à travers cette politique d'opposition républicaine, d'extrême gauche parlementaire, que le socialisme était devenu dans sa plus visible part. [...] soudain je découvrais là, dans les pages de Thierry, le rassemblement, la justification, exprimés avec la hardiesse du bon sens et de la foi, d'un but, d'une méthode, de tout un autre socialisme, jusque-là vaguement pressenti. » Cet autre socialisme, Martinet va le systématiser dans sa conception de la culture par et pour le peuple.

## La Culture prolétarienne selon Marcel Martinet

Au départ, il y a la conviction que la société bourgeoise ne peut plus assurer une civilisation véritablement humaine et que ses possibilités progressistes étant épuisées elle va désormais vers le pire. Cette intuition se voit confirmée par la guerre de 1914. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la guerre la plus meurtrière, le conflit franco-prussien de 1870-1871, fit 140 000 morts côté français, environ 45 000 chez les Prussiens, alors que dix millions de personnes vont trouver la mort durant la Première Guerre mondiale, entraînant une « brutalisation » des sociétés européennes dans laquelle de nombreux historiens voient l'origine des totalitarismes.<sup>19</sup> La bourgeoisie n'a plus pour programme que de conserver son pouvoir et ses privilèges: « Travaillée par le désordre économique, elle perd de plus en plus la faculté de perpétuelle réparation, de perpétuelle recreation qui fait les civilisations. Tout ce qui reste en elle d'énergie s'applique précisément à corrompre le peuple ici comme ailleurs, à lui donner pour éducation les richesses de sa vaisselle d'or ébréchée. »<sup>20</sup> Au lendemain de la guerre, Martinet craint désormais l'avènement d'« une ère de grande féodalité impérialiste s'élevant sur la taylorisation des masses ». Pour s'y opposer, il part du constat de ce qu'il nomme la loi d'airain de l'instruction: « La société bourgeoise salarie le prolétaire suivant une courbe qui traduit, selon les temps et les circonstances, les besoins de la subsistance et de la reproduction. Elle lui dispense dans la même mesure une instruction proportionnée au profit qu'elle veut tirer de lui. [...] L'enfant du peuple, disait-il encore, sort de l'école sachant lire. Et c'est tout. Ce qui caractérise cette instruction, c'est la misère de la culture concédée au peuple. » En conséquence, « le pire ennemi de l'intelligence, le pire ennemi de la révolution, aujourd'hui, ce n'est plus l'ignorance, mais l'instruction faussée, tronquée, truquée, telle que la société bourgeoise la donne au peuple ». Et Martinet fustige le journal qui répand « une opinion unique, l'opinion officielle, orthodoxe, le plus hideux triomphe de la médiocratie ».

Pour sortir de cet abaissement où le maintient l'idéologie dominante, il faut que « l'homme lève les yeux, de la tâche où il peine contre terre, pour rêver, désirer son élévation, vaincre la vie ». Mais afin d'éviter les déconvenues, il souligne d'abord ce qu'il ne faut pas faire: une grande réunion publique avec des « ténors » que l'on viendra écouter passivement. Reprenant les paroles de Pelloutier, il montre que ce qui manque le plus aux ouvriers c'est la science de leur malheur, « justification et aliment de [leur] conscience révolutionnaire ». L'ouvrier doit acquérir une « connaissance exacte des réalités et des puissances du monde » afin de le changer, à partir de son expérience quotidienne et de son milieu professionnel. Et cette culture « doit naître et vivre du syndicat, en



pleine vie syndicale ». Pour assurer la solidité de cette gigantesque entreprise, il faut que « nous ayons le sentiment que nous n'entreprenons pas seuls et pour nous seuls, mais que notre travail répond à une pensée et à une espérance communes » : c'est ce qu'il appelle la « leçon des cathédrales ». Il détaille les conditions nécessaires à l'éclosion d'un organisme de culture ouvrière en symbiose avec les structures syndicales de sa ville ou de sa profession d'origine (un local, quelques bonnes volontés); le travail à effectuer; l'importance de la lecture et du livre; les profits de la culture en communauté et le rayonnement qu'elle peut avoir dans la vie quotidienne.

En dehors de l'introduction, tous les articles qui composent *Culture prolétarienne* sont écrits entre 1918 et 1923, alors qu'il faut reconstruire un véritable mouvement ouvrier et où ce travail semble possible à l'artisan d'une culture ouvrière autonome pour servir la lutte de classe et pour sauver une civilisation mise en péril par la démente du capital. En 1935, il doit tenir compte de la décennie écoulée: « La culture de la classe ouvrière est aujourd'hui plus difficile qu'elle ne l'était avant 1914 » à cause du « renforcement de la mainmise capitaliste sur l'ensemble du monde » et de « l'abaissement matériel et spirituel du prolétariat ». L'ombre du fascisme pèse sur le mouvement ouvrier, tandis qu'il est perverti, du dedans, par le stalinisme. Le drame de Martinet, comme celui d'autres militants sincères, fut de croire que le mouvement communiste pouvait contribuer à la renaissance des luttes autonomes du prolétariat. S'opposant très tôt au stalinisme et à ses méthodes – aux antipodes de la culture de soi-même prônée par Pelloutier –, il se retrouva donc à contre-courant. Il a donc des mots très durs sur ce qu'il appelle le communisme orthodoxe, par fidélité au communisme des années 1917-1923, la pseudo-culture de propagande qu'il promeut et le culte des chefs qui l'anime. Pourtant il ne renonce pas: « Quand l'homme découragé gémit qu'il n'y a plus rien à faire, c'est toujours que tout reste à faire ou à

recommencer et c'est le moment de s'y coller sans délai. »

Martinet a défini la cohérence de son itinéraire marqué du sceau de la fidélité en écrivant: « Toute notre politique, toute notre philosophie et toute notre morale ont consisté, dès avant 1914, à tâcher de reconnaître l'intérêt de la classe ouvrière et à tâcher de la servir, dans les conditions qu'imposaient les circonstances historiques. [...] Mais notre préoccupation essentielle, notre tâche propre se résumait en ce point: fidélité à la classe ouvrière. »<sup>21</sup>

Ch. J.

1. Cet article est une version remaniée de « Marcel Martinet ou l'orgueil de la fidélité » paru dans le dossier Martinet de *A contretemps*, n° 19, mars 2005 (Correspondance: Fernand Gomez, 55, rue des Prairies 75020 Paris).

2. Signe des temps, c'est dans une collection universitaire que paraît le recueil de textes d'Henri Dubief, *le Syndicalisme révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 1969.

3. Alfred Rosmer, *le Mouvement ouvrier pendant la guerre (de l'union sacrée à Zimmerwald)*, Librairie du travail, 1936, p. 218.

4. *Ibid.*

5. *Les Temps maudits* ont été réédités par Agone (2003).

6. Lire son article, « Contre le courant » (*Europe*, 15 mai 1926) dans le dossier de *Gwroche* (n° 134, mars-avril 2004), « Marcel Martinet au service de la classe ouvrière », pp. 6-14.

7. Lire *Civilisation française en Indochine* (Comité d'aministie et de défense des Indochinois et des peuples colonisés, 1933) dans *Agone*, n° 31-32/2004.

8. Lire M. Martinet, *Où va la Révolution russe? L'affaire Victor Serge [1933] Plein chant*, 1978.

9. Les articles de *la Révolution prolétarienne*, « Lettre à Romain Rolland » et « Le 30 juin de Staline. Qu'avez-vous fait de la révolution d'octobre? », n° 195, 25 janvier & n° 230, 10 septembre 1936 sont également repris dans *Agone*, n° 31-32.

10. Marcel Martinet, *le Solitaire*, Corrèa, 1946, p. 299.

11. Lire « Le Chef contre l'homme, nécessité d'un nouvel individualisme », *Esprit*, janvier-février 1934 (article repris dans *A contretemps*, n° 18, mars 2005).

12. « Pour la culture prolétarienne », *la Grande Revue*, avril 1939.

13. Christophe Prochasson, « L'Effort libre de Jean-Richard Bloch (1910-1914) », *Cahiers Georges Sorel*, n° 5, 1987, pp. 105-106.

14. C. Prochasson, « Georges Sorel 1847-1922 », in Michel Drouin (dir.), *L'affaire Dreyfus de A à Z*, Flammarion, 1993, pp. 288-292.

15. C. Prochasson, *les Intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Le Seuil, coll. L'univers historique, 1993, p. 72.

16. M. Martinet, *le Solitaire*, op. cit., pp. 292-293.

17. Lire Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail [1902] rééd. Gordon & Breach, 1971* et David Rappe, *la Bourse du travail de Lyon, une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale*, Lyon, ACL, 2004; Lucien Mercier, *les Universités populaires (1889-1914), éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Éditions ouvrières, coll. Le Mouvement social, 1986.

18. Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome III. De 1921 à nos jours, Armand Colin, 1960, pp. 267-272.

19. Lire Georges L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette/Pluriel, 2003.

20. Toutes les citations suivantes sont extraites de *Culture prolétarienne*.

21. *Agone*, n° 31-32, p. 274.



LES GRÈVES DE LIMOGES  
Restaurant Communiste – Les Cuisines

# Autonomization

## La tournée autonome : médias libres et bioénergies

**AUTONOMIZATION** est une tournée copyleft sur le thème de l'autonomie à l'initiative de Surréaliste action <http://www.surrealiste.org> et Distrolibre <http://www.diogene.ch/fuckshowbiz>. La tournée sillonnera la France, la Suisse et la Belgique pour faire connaître les réalisations du monde libre et ouvrir de vrais débats salvateurs par le biais de la démonstration.

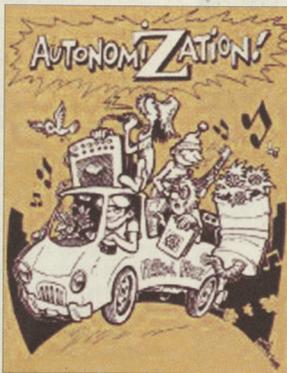
### Philosophie de la tournée

Dans nos sociétés, le combat pour l'autonomie est encore marginal, mais la gravité de la situation actuelle et les conséquences catastrophiques du système – tant sur le plan écologique que sur le plan humain – nous poussent tous à chercher des solutions ailleurs, en dehors des logiques de ce système. Un monde juste, ouvert, humain et solidaire est concevable à condition de se débarrasser du capitalisme et de s'affranchir de tout ce que propose le système (ses cadeaux sont empoisonnés et ses services aliénants). Cet objectif n'est plus un vœu pieux puisque nous maîtrisons désormais une multitude d'alternatives plus que séduisantes. Le mouvement du Libre (énergies, arts, logiciels, copyleft, etc.), donc du don et de l'échange, est sans doute la clé de voûte qui va permettre de rassembler la nébuleuse chaotique des «quêteurs» d'autonomie dans un solide tronc commun. L'autonomie est le pire cauchemar du monde capitaliste.

### La caravane en pratique

Nous avons à disposition un chapiteau de 300 places, une scène, une bonne sono, un resto itinérant, un bar, un chill out, un cybercafé Linux, un atelier bricolage, un coin pour camper, etc., plus plein de surprises sympas.

Cette caravane se dispense complètement des services de Total, d'EDF et autres marchands en tout genre. Les véhicules de la tournée seront intégralement propulsés grâce à des biocarburants d'origine végétale et non à l'aide de produits pétroliers. L'électricité sera produite « maison » et de façon écologique par des générateurs alimentés par des énergies renouvelables à l'infini (pas besoin d'électricité nucléaire reliée à un compteur). L'approvisionnement se fera directement et localement chez les petits producteurs (en principe des produits issus de l'agriculture biologique). Les journées seront consacrées à la technique, à l'information et à la réflexion, les soirées seront festives.



### Les objectifs

– Installer un max de points de production de biogaz, d'huile sur la tournée autonomization et de former des gens aux diverses techniques, de monter des stations à biocarburants autogérées un peu partout.

– Démontrer que les biocarburants, dont certains existent depuis longtemps, sont des solutions introductives vers d'autres solutions encore moins polluantes et... cela va servir à les faire connaître, à déclencher un débat contradictoire sur le sujet (il y a le moteur à 80 % eau injecté, le bioéthanol, l'huile de tournesol, etc.). L'objectif est qu'un maximum de personnes puissent repartir avec des économiseurs de carburants installés (30 % d'économie) et 70 % de pollution en moins sur des circuits courts... et fiches techniques « communique à ton voisin » !

– Développer le concept Distrolibre et la licence copyleft pour l'Autonomie culturelle et artistique. L'objectif de l'association à but non lucratif Distrolibre est d'allier l'utile à l'agréable : de faire la guerre au showbiz (y compris celle des prix) en distribuant des CD pas chers, exclusivement de musique libre (émanant d'auteurs non inscrits dans une société de type SACEM), tout en permettant aux auteurs de survivre avec leur activité (mais aussi aux producteurs, ingénieurs son, etc.). Pour y arriver, nous allons essayer d'organiser un réseau basé sur la participation d'électrons libres, groupes de musique, assocés dont le but sera la promotion et la diffusion de la musique libre partout où cela sera possible,

sauf dans les temples du showbiz, comme les grandes surfaces et les FNAC & Virgin. Un site internet interactif servira de liaison et de centrale d'achat pour tous les membres de l'assos, vendeurs, producteurs, etc. et tout sera fait de manière transparente (comptabilité, décisions, productions...)

– Clefs du changement = savoirs et connaissances libres, solidarité, autogestion...

### Pour participer à la tournée

Contact pour tout ce qui touche à l'aspect artistique: [fuckshowbiz@diogene.ch](mailto:fuckshowbiz@diogene.ch). Pour tout ce qui touche à l'aspect technique: [cellule-action@surrealiste.org](mailto:cellule-action@surrealiste.org). Pour la communication sur l'événement: [autonomization@surrealiste.org](mailto:autonomization@surrealiste.org)

### Les dates de la tournée du 3 septembre au 9 octobre

Les dates sont en bonne voie d'achèvement. Il reste quelques points noirs où rien de concret ne s'est encore présenté. Si vous avez un plan, merci de prendre contact avec [fuckshowbiz@diogene.ch](mailto:fuckshowbiz@diogene.ch)

3-4 Lille (braderie) ; 6-7 Belgique (Liège) ; 8-9 (Alsace-Lorraine ou Troyes ou...) ; 10-11 Belgique (près de Bruxelles, « autour de Sylvius » festival ; 2-13 près d'Aleçon ou... ; 14-15 Rennes (ou...)) ; 16-17-18 Corèze (week-end spécial surprise!) ; 19-20 Périgueux ; 21-22 Marmande (1 heure de Bordeaux) ; 23-24-25 Tours, festival ; 26-27 Ambert (60 km de Clermont et Saint-Etienne) ; 28-29 Toulouse (Terre Blanche) ; 30 sept. 1-2 oct. La Vieille-Valette (près d'Alès) ; 3-4 Lyon (ou...) ; 5-6 Suisse (Genève) ; 7-8-9 octobre à Paris.

### En conclusion

N'hésitez pas à prendre contact pour participer, à ce projet est tout ce qu'il y a de plus ouvert à toutes les bonnes énergies: Autonomization est 100 % autogérée, placée sous copyleft et écolo, chacun est donc bienvenu. Le monde du Libre doit triompher de celui de la finance, pour nous tous, ici et là-bas. Avec autonomization et le mouvement du Libre, serions-nous en train de construire les piliers fondateurs d'un nouveau monde capable, grâce à son indépendance, sa viabilité et sa diversité de renverser l'ancien ?

<http://www.autonomization.org>

# Paroles anticléricales

**QUI A DIT** que la religion existe depuis que le premier hypocrite a rencontré le premier imbécile? Vous trouverez la réponse en lisant *Paroles anticléricales*, une nouvelle production des Éditions libertaires.

En ces temps « soutaniques », les Éditions libertaires ont été bien inspirées en publiant un ouvrage anticléricale épatant. Les citations de Sébastien Faure, Voltaire, Michel Bakounine, Élisée Reclus, Victor Hugo, Pierre Desproges, Eugène Pottier, André Lorulot, Jacques Prévert, etc. se dégustent toujours sans modération. Anarchistes et/ou libres penseurs se suivent sur cinquante pages pour épiler à froid les pourvoyeurs de mensonges criminels. Mais, même au service du vrai, le fanatisme religieux serait encore haïssable, assurait Jean Rostand!

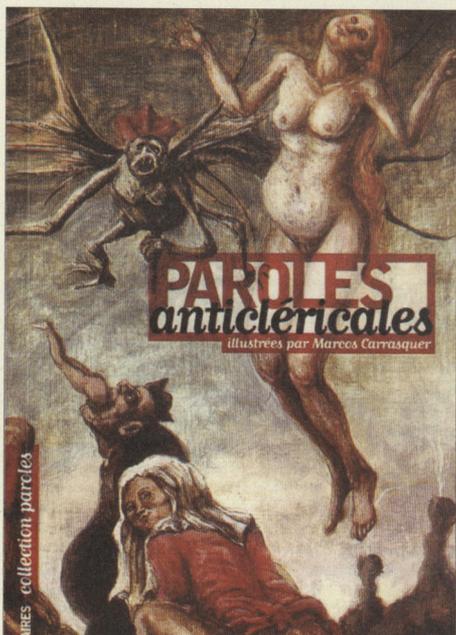
C'est toujours intéressant de réviser ses classiques et de rire un peu, mais l'ouvrage imaginé par Franck Thiriot et Bernard Groslier dit « Grôle », ne s'arrête pas là. Les deux bouffeurs de curés ont en effet invité Marcos Carrasquer dans l'aventure.

Né aux Pays-Bas en 1959, Marcos vit à Paris après s'être baladé entre Amsterdam, New York et Barcelone. Utilisant des techniques mixtes (encre, aquarelle, huile, gouache, œuf), il invente un univers qui peut rappeler Jérôme Bosch et Francisco Goya. Marcos dessine et

peint un monde inquiétant où des idoles grasses sont vénérées par des madones nues, des crapauds et des molosses aux oreilles taillées en pointes. Là, les miroirs ne révéleront que des faces squelettiques. Ici, une mise en croix tournera à la farce macabre avec des évêques en slip et des religieuses pas très nettes. Ailleurs, un Christ fera du gringue à une belle qui s'apprête à le chevaucher. Anges décapités, corps tourmentés, prêtres fous, animaux malfaisants peuplent les scènes intemporelles. Un Christ peut cloper sur son lit en titillant une télécommande, s'emmerder avec deux sosies sur un canapé ou dormir confortablement sur une croix invisible. Avec Marcos, les illustrations deviennent elles-mêmes des citations éclatantes. En ayant recours à l'absurde et à la dérision, l'artiste nous met en garde contre ce que les religions diffusent: haine de la raison, dégoût de la sexualité, fascination pour le morbide. Après cette démonstration, on attend avec impatience le prochain livre annoncé dans cette nouvelle collection, *Paroles antimilitaristes...*

Paco

Collectif, *Paroles anticléricales*, Éditions libertaires, 12 euros. Pour plus d'infos: [editionslibertaires@wanadoo.fr](mailto:editionslibertaires@wanadoo.fr)



## Le journal d'un insurgé

**TRENTE ANS** après l'indépendance, le peuple algérien suffoquait sous une chape de plomb couleur kaki. Dans *Journal d'un insurgé*, Khelifa Benamara évoque cette période tourmentée. Un roman publié par l'Atelier de création libertaire.

Nous sommes dans le Bordj de Mesfara, un trou perdu entre steppe et désert. L'air y est saturé de poussière et de ressentiments. Gavés de superstitions et de prétentions ridicules, les habitants croient pourtant vivre dans le « nombril du monde ».

Lassés par la corruption du pouvoir militaire, les Algériens oseront un jour voter massivement pour l'« opposition » lors d'élections municipales. Ils renouvelleront leur « audace »

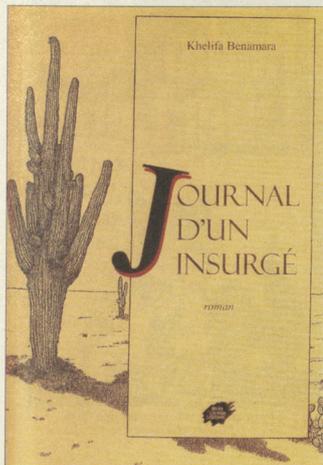
lors du premier tour d'élections législatives. Il n'y aura pas de second tour. L'état de siège est décrété. C'est alors la revanche des médiocres. Zarra, le garde-champêtre, incarne l'esprit de vengeance des minus qui profitent de la situation pour régler leurs comptes... et ceux des générations précédentes. Les rancunes et les haines sont tenaces dans ces bleds où l'on vit en vase clos. Pour bien faire sentir le poids de l'Histoire dans l'histoire contemporaine algérienne, l'auteur intercale des pages retraçant diverses périodes. Les plus anciennes, en début d'ouvrage, font référence au XIV<sup>e</sup> siècle! On crociera ensuite les débuts de la colonisation, l'arrivée du progrès (le train), la lutte de libération, avant de revenir aux années où l'armée

algérienne elle-même est devenue une nouvelle force d'occupation. De solides portraits d'hommes, de femmes et d'enfants alimentent les quatre « rangées » du livre où se télescopent turpitudes historiques, sociales et familiales. Dans ce contexte, la folie vient parfois frapper les esprits les plus fragiles.

Deux hommes, amis d'enfance, Khaled et Khafir, émergent du lot. Ils rêvent, chacun à leur manière, d'un avenir meilleur pour l'Algérie. Khaled est un fonctionnaire tiède et pleutre occupé à traquer les produits avariés. Khafir, « libertaire déboussolé », milite activement dans l'opposition. Il passera dans la clandestinité après l'annulation des élections. Devenu « terroriste », il sera assassiné par l'armée. Le jour de l'enterrement de Khafir, Khaled reçoit par la poste le journal de son ami insurgé. Une liasse de feuilles manuscrites où Khafir revient sur ses douloureux choix militants pour lutter contre la lèpre kaki. Ultime témoignage d'amitié, ce courrier compromettant va mettre Khaled en danger.

Après avoir écrit divers ouvrages (romans, étude sur le maraboutisme, récit sur Isabelle Eberhardt, etc.), l'auteur signe là un livre complexe. Né en 1947 dans le Sud-Ouest algérien, Khelifa Benamara avait déjà mis des anars dans des postures inhabituelles. Tant pis pour les puristes. Dans la *Parole étranglée*, publié à Alger en 1990, deux personnages, un « communiste » et un « anarchiste » nommés Kropotkine et Bakounine conversaient sur le Pouvoir et l'État. « Je vis dans le Sud et je suis un peu coupé du monde », réplique l'auteur en guise d'explication...

Khelifa Benamara, *Journal d'un insurgé*, Atelier de création libertaire, 2005, 194 p., 14 euros.



## VII<sup>es</sup> Rencontres Liber Terre à Bieuzy-les-Eaux, Morbihan, les 17 et 18 septembre 2005

**1905.** Séparation de l'État et des Églises, mort d'Élisée Reclus et de Louise Michel, procès de Marius Jacob et naissance d'Arsène Lupin, I<sup>er</sup> Congrès international d'Espéranto, naissance d'Anaïck Labornez.

**1945.** Libération des camps nazis, massacres de Sétif et Guelma en Algérie.

**1955.** Débuts du Planning familial.

**1995.** Naissance de Liber Terre.

**2055.** Boum! bada boum! bam bam! ay Carmela ay Carmela!

### Samedi 17 septembre 2005

**14h25.** Ouverture des Rencontres.

**14h55.** « Marianne et le goupillon », spectacle proposé par l'association culturelle La Palissade, interprété par les comédiens Thierry Maillard et Lucien Séroux.

**15h55.** Traversée du siècle 1905-2005. Éloge de l'intolérance par Roger Dadoun, philosophe et psychanalyste.

Intermède musical

Non, Nicolas, la Commune n'est pas morte!

**17h45.** Charles Beslay : du bain de Glomel à la Commune de Paris par Jean Kergrist, écrivain et comédien.

**18h15.** Élisée Reclus et le Grand Récit de la Terre par Ronald Creagh, sociologue.

**18h45.** Marius Jacob, gentleman révolutionnaire par Arthur Thoucourt, éditeur pirate.

**19h35.** Repas festif.

**21h35.** Soirée théâtrale : « Bonjour Monsieur Reclus! ». Cabaret anarchiste : « Partition pour comédiens » proposée par le théâtre de La Balancelle. Mise en œuvre : Monique Surel-Tupin. Ce spectacle est un hommage au grand géographe français Élisée Reclus (1830-1905). Il se compose d'extraits d'œuvres géographiques et politiques du géographe anarchiste et de textes de son temps, pièces de théâtre, chansons ou poèmes, parmi lesquels on trouve Jean Grave, Octave Mirbeau, Louise Michel, Gaston Couté, Nelly Roussel. Ces textes sont une illustration vivante de la pensée de Reclus, de son enseignement, de ses combats. Ils évoquent la participation de Reclus à la Commune de Paris ainsi que sa lutte contre la peine de mort, pour la justice sociale, pour l'égalité des femmes et des hommes, pour un

amour libre des contraintes sociales du mariage. Sa pensée et son combat sont toujours d'actualité, c'est pourquoi nous lui disons avec respect et reconnaissance : Bonjour, Monsieur Reclus!

### Dimanche 18 septembre 2005

**9h45.** Café.

**10h5.** « Les Républicains espagnols dans le camp de Mathausen », par Véronique Salou, historienne

**10h35.** Sétif et Guelma : massacre contre un peuple en quête d'identité par Michel Reynaud, historien

**11h5.** « Afrique 50 », film de René Vautier, en présence de l'auteur (sous réserve), présenté par Jérémy Véron.

**11h35.** Un siècle qui commence en 1955 : hommage au Planning familial.

**12h5.** Cent ans d'espéranto : une langue qui transgresse les frontières.

**12h35.** 1995-2005 : dix bougies pour Liber Terre. Grand pique-nique d'anniversaire : « Fallait pas »! (chacun amène son panier).

**14h35.** Hommage à Louise Michel et à Françoise d'Eaubonne.

**15h5.** Chansons et scène ouverte avec Philippe et A. Strid, de la Chorale des Chants de la Rue de Montpellier : Claire, Monique, Marc, Françoise, Joëlle, Loïka, Loïc, Dédé, Yasmine, Jacques et les autres...

Que voulez-vous donc, la belle?

Des gâteaux par centaines, des chansons par milliers  
Des gâteaux et des chansons par centaines et par milliers

### Tout au long des rencontres

Forum du Livre libertaire.

Dédicaces des auteurs, stands d'éditeurs.

Présentation d'une nouvelle maison d'édition, Les Egrégores, par Claire Auzias.

Et l'humour à la pointe du crayon de Rolan!

### Participation aux frais

Les deux journées, 10 euros. Repas : 10 euros. Spectacle : 10 euros. Information, réservation repas (avant le 14 septembre) :

Liber Terre

BP 101, 56303 Pontivy cedex

02 97 277698

liber.terre@wanadoo.fr

# René Bianco

**LE CIRA DE MARSEILLE** va célébrer en automne ses quarante ans d'existence, mais le voilà bien orphelin: cet été, sa mère et son père nourriciers, Pepita Carpena et René Bianco, sont disparus.

Nous avons à peine installé le CIRA pour son premier séjour à Lausanne, en 1964, qu'est arrivé René, suivi de quelques autres copains, et que les projets de créer des petits CIRA de par le monde ont fait florès. Seuls subsistent ceux de Lausanne et de Marseille. Combien ce travail en équipe a été important pour nous! Marie-Christine et moi étions bien ingénues, bien nouvelles dans le milieu anarchiste; René était militant, connaissait tout le mouvement français, avait des liens en Italie, avec les Espagnols et les Bulgares en exil, avec tous les anciens. Son intérêt et sa solidarité n'ont jamais failli; il tenait à ne pas perdre de vue même d'anciens copains qui avaient pris de nouveaux chemins. Il était collectionneur aussi, ce qui a été précieux mais n'est pas allé sans présenter, pour lui et pour les archives, des problèmes d'allégeance poignants. Il était ouvert à toutes les couleurs libertaires, espérantistes ou occitanistes, végétariennes ou platformistes, etc.

Des années durant, nous avons reçu de Marseille bien plus de matériel que nous n'y en avons envoyé: le principe voulait que les collections les plus complètes de périodiques et de bouquins se trouvent à Lausanne, et même qu'y reviennent une part des cotisations. Peu à peu la « maison mère » s'est trouvée plus à l'aise financièrement, et « l'annexe de Marseille » a pris de l'autonomie. Si l'idée d'une fédération des centres et archives est née dans une assemblée genevoise, c'est René qui lui a donné forme en invitant à une réunion plus formelle tous les centres concernés, en donnant l'impulsion à un pacte associatif et au bulletin éphémère *Anarchives*, en encourageant les organisateurs des réunions ultérieures, malgré parfois le handicap des langues.

Il poursuivait en outre ses travaux universitaires, sans ambition de carrière aucune. Sa thèse sur *Un Siècle de presse anarchiste d'expression française, 1880 à 1983*, est un instrument de travail formidable: qui aura la patience de saisir les données de quelque 2000 titres de périodiques qu'elle contient pour les mettre en ligne, afin que chacune et chacun puisse y



accéder et proposer des compléments? Ses collections de dossiers, de photos, de correspondance lui étaient précieuses, mais il n'hésitait pas à les transmettre aux chercheurs, à donner des informations aux correspondants, à mettre les personnes en contact pour qu'on en sache plus long, pour que la mémoire ne se perde pas.

À chaque déception, à chaque fatigue, on se soutenait mutuellement. Lorsqu'arrivait une enveloppe de Marseille bardée de timbres de collection, l'impatience le disputait à l'appréhension: René envoi-t-il des infos, en réclame-t-il, nous embrigade-t-il dans une nouvelle recherche? Mais on savait qu'on était dans la même flottille. Et à Marseille les mousaillons ont bien su prendre la relève.

Sous des dehors parfois bourrus, il aimait son jardin, la Provence et la Champagne, les cartes postales et petits cochons, les gens, avec lesquels il se brouillait parfois, comme tout un chacun. Salut à René; salut à sa compagne et à leur fille, fidèles soutiens dans les moments les plus beaux et les plus douloureux. Longue vie aux CIRAs.

Marianne Enckell



**Mercredi 7 septembre**

Blues en liberté (10h30/12h)

Robert Zimmerman et le blues, la suite!

**Mardi 13-septembre**

Pas de Quartier de 18 heures à 19h30 recevra Stéphane Troplain à propos de la libération de Lucien Léger. Tous à vos postes à galène!

**Mercredi 14 septembre**

Blues en liberté (10h30/12h)

Otis Spann, pianiste émérite et épine dorsale du Muddy Waters blues band.

**Mercredi 21 septembre**

Blues en liberté (10h30/12h)

Les pierres roulantes et le blues!

**89.4 MHz**

en région parisienne

et

[federation-anarchiste.org/rl/](http://federation-anarchiste.org/rl/)  
dans le reste du monde



Radio libertaire, 145 rue Amelot 75011 Paris  
01 48 05 34 08



### Mercredi 7 septembre

#### Paris

Fatty, emblème de la lutte des salariés d'Arcade passera devant les prud'hommes de Paris à 10 heures, 27, rue Louis-Blanc. Votre soutien sur place sera apprécié.

### Vendredi 16 septembre.

#### Paris

Meeting de solidarité avec les lycéens inculpés, à la Bourse du travail (19 heures), 3, rue du Château-d'Eau. (Métro République)

### Samedi 17 septembre 2005

#### Saint-Ouen-l'Aumône (95)

Le syndicat Fonction publique territoriale de la Confédération Nationale du Travail (CNT) du Val-d'Oise, avec comme invité le collectif libertaire du 95 l'insurgé, t'invite à participer aux débats: Paroles libertaires de 15h00 à 18h00 au parc des sports de boulevard Ducher gare Saint-Ouen-l'Aumône Eglise

#### Bieuzy-les-Eaux (Morbihan)

Vl<sup>es</sup> rencontres LIBER TERRE Spectacles, chansons, lectures, débats et pique-nique... Hommages à Elisée Reclus, Louise Michel, Françoise d'Eaubonne... Avec Roger Dadoun, Ronald Creagh, Claire Auzias, Marc Ogeret... Information et réservation : 02 97 27 76 98 (liber.terre@wanadoo.fr) Cela continue le lendemain, 18 septembre.

### Samedi 24 septembre

#### Paris 18<sup>e</sup>

Présentation du livre "La Fiat aux mains des ouvriers - L'automne chaud de 1969 à Turin", Diego Giacchetti et Marco Scavino (2005), suivie d'un débat animé par les traducteurs au 10, rue Robert-Planquette - Métro Blanche ou Abbesses. 15h30.

### Dimanche 25 septembre

#### Merlieux(02)

Salon du livre anarchiste organisé par le groupe Pierre Kropotkine de la Fédération anarchiste; à l'athénée libertaire 8, rue de Fouquierolles Tél/ fax 03 23 80 17 09.

### Samedi 15 octobre, à 15H30

#### Paris 18<sup>e</sup>

L'athéisme aujourd'hui, débat animé par Jocelyn Bézécourt au 10, rue Robert-Planquette - Métro Blanche ou Abbesses

### Pan sur le groin

Une erreur s'est glissée dans notre numéro hors série de juillet-août dans l'adresse du groupe de Grenoble:  
Groupe Jules-Vallès  
c/o Arcep B.P. 4021  
38811 Grenoble cedex01  
jules.valles@no-log.org



Reggae et autres  
en direct

LEO 38

Radio Libertaire  
89.4 fm

Tous les mercredis de 16h à 17h